

TENDANCES LAIT VIANDE

LES MARCHÉS DES PRODUITS DE L'ÉLEVAGE DE RUMINANTS | N° 308 - JANVIER 2020

Retrouvez "Tendances lait viandes", ses vidéos, ses documents, ses liens, ses rendez-vous sur mobile et PC : www.tendances-lait-viande.fr

Sommaire du numéro 308

Viandes bovines

Jeunes bovins

France

- Situation mitigée pour les JB

Europe

- Toujours sous pression, sauf en Italie

Femelles

France

- Situation toujours poussive

Europe

- Les prix dans le creux de la vague ?

Maigre

- Le marché est à l'équilibre malgré le repli de l'offre

Veaux de boucherie

- 2020, année incertaine

Veaux nourrissons

- Une situation toujours difficile

Lait de vache

Collecte laitière

- Fin d'année globalement positive dans l'UE
- Evolutions contrastées dans les principaux bassins exportateurs
- Lait bio toujours dynamique en France

Marché des produits laitiers

- l'UE-28 conforte ses positions sur le marché mondial

Viande ovine

France

- Un marché français allégé en ce début d'année

UE et monde

- L'offre mondiale recule face à une demande très dynamique

Lait de chèvre et viande

Lait de chèvre - France

- Une année marquée par la baisse des approvisionnements

Marchés des grains : rebond des prix durant le dernier trimestre 2019

Une situation mitigée

Le marché européen de la viande de gros bovins est globalement morose, avec des prix inférieurs aux années précédentes. Il n'y a guère qu'en Italie que les prix se tiennent, en tous cas pour les mâles qui sont moins nombreux à sortir, ce qui soutient également les prix en France.

Les broutards démarrent l'année sous les bons niveaux de l'an dernier. La hausse saisonnière devrait s'enclencher mais l'offre en fort retrait rencontrerait une demande en repli. La décapitalisation allaitante ne semble pas près de s'arrêter.

Le marché du veau de boucherie est assaini, mais celui du veau nourrisson reste très encombré.

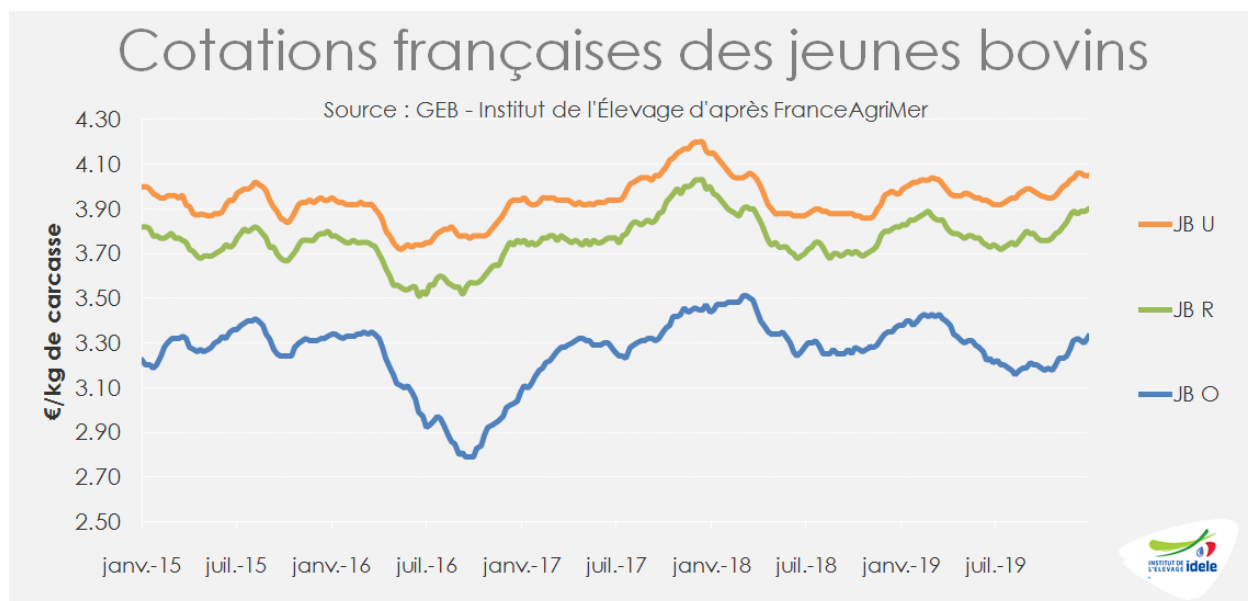
Viandes bovines » Jeunes bovins » France » Situation mitigée pour les JB

Les cours des JB viande démarrent l'année à un niveau intermédiaire entre 2018 et 2019. Ceux des JB laitiers restent déprimés, dans le sillage des vaches laitières. La production française, particulièrement contenue en 2019, pourrait être un peu plus étoffée en 2020.

Les cours des JB viande tirés par l'offre réduite en France et en Italie

Les cours des JB de type viande ont enregistré une belle hausse saisonnière de fin d'année et démarrent 2020 à un niveau intermédiaire entre ceux des années précédentes : à 4,05 €/kg de carcasse pour le JB U (+2% /2018 ; -2% /2017) et 3,90 €/kg pour le JB R (+2% /2018 ; -3% /2017). Le marché italien est en effet porteur actuellement pour la viande de mâle, l'engraissement dans la plaine du Pô s'étant porté ces derniers mois sur plus de femelles et moins de mâles.

Par ailleurs, la faiblesse de l'offre française contribue également à soutenir les cours. Sur les 4 semaines de décembre, les abattages de JB de type viande ou croisé étaient en baisse de 6% /2018 d'après l'indicateur hebdomadaire de Normabev.



Les cours des JB laitiers sous la pression d'un marché des réformes morose

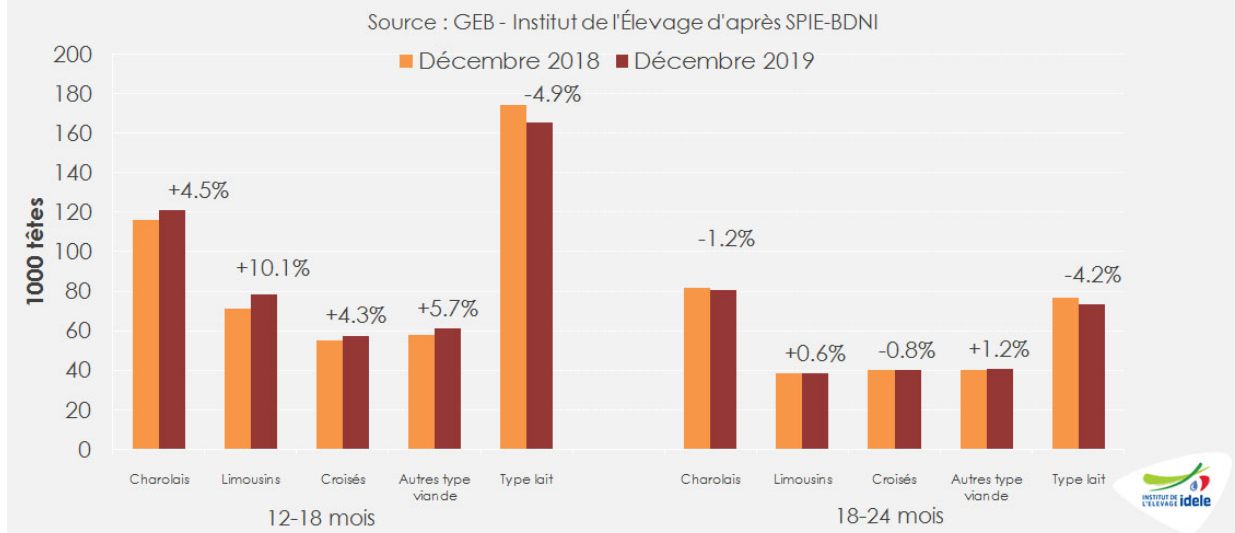
La hausse saisonnière des cours de JB de type lait a été plutôt décevante. La cotation du JB O démarre l'année à 3,33 €/kg de carcasse (-1% / 2019 et -3% /2018). L'offre reste en retrait (-1% /2018 pour les abattages sur les 4 semaines de décembre), mais la situation du marché des réformes laitières (voir l'article dédié) pèse sur les prix des JB laitiers.

Un peu plus de sorties prévues pour le 1^{er} trimestre 2020

Au 1^{er} décembre 2019, la BDNI dénombrait 318 000 mâles de type viande ou croisés âgés de 12 à 18 mois, soit +6% /2018, mais -2,5% /2017. Le niveau particulièrement bas en 2018, dû notamment à la chute des naissances de l'automne 2017, avait conduit à des sorties de JB en forte baisse au 1^{er} trimestre 2019. Les sorties de JB viande devraient donc être un peu plus nombreuses en 2020.

Le déclin se poursuit en JB laitiers. Au 1^{er} décembre, la BDNI ne comptait que 165 000 mâles laitiers de 12 à 18 mois (-5% / 2018).

Effectifs de bovins mâles en BDNI



Baisse des volumes exportés sur les 10 premiers mois de l'année

La baisse des abattages de jeunes bovins entraîne logiquement une baisse des exportations françaises de viande bovine. Celles-ci ont totalisé 174 000 téc sur les 10 premiers mois de 2019 (-5% /2018 et -3% /2017), dont 56 000 téc vers l'Italie (-7% /2018 et -9% /2017), 38 000 téc vers la Grèce (= /2018 et +2% /2019) et 34 000 téc vers l'Allemagne (-7% /2018 et 2017).

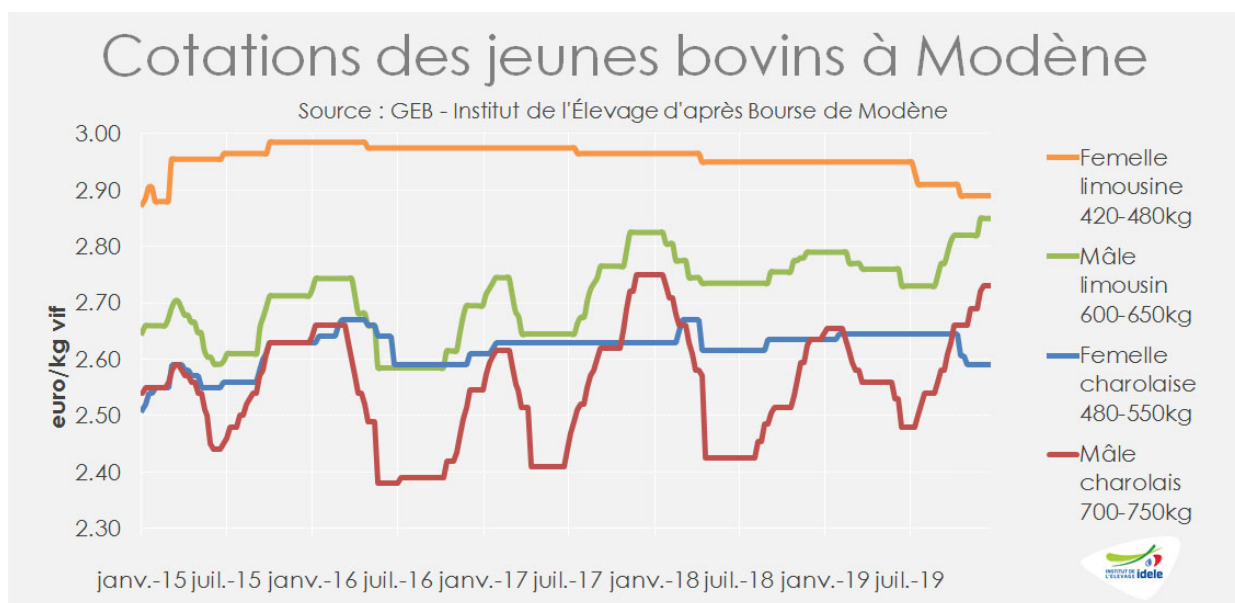
Viandes bovines » Jeunes bovins » Europe » Toujours sous pression, sauf en Italie

Les prix des JB restent sous pression en Pologne, en Allemagne et en Espagne. Il n'y a guère qu'en Italie où les prix se maintiennent, en raison d'une offre très réduite en mâles et d'une consommation repartie à la hausse.

ITALIE : Peu de mâles à sortir, mais plus de femelles

En **Italie**, l'engraissement de femelles poursuit son développement au détriment des mâles. Ceci permet de soutenir les cours des JB mâles qui ont enregistré une belle remontée saisonnière en fin d'année. La cotation du mâle charolais de 700-750 kg vif à Modène a fini l'année à 2,73 €/kg vif (+4% /2018 ; -1% /2017). Celle du Limousin de 600-650 kg a atteint 2,85 €/kg (+2% /2018 et +1% / 2017).

Revers de la médaille, le marché s'est retrouvé encombré de viande de femelles, dont le surplus a finalement été absorbé grâce à quelques concessions tarifaires. Les cotations des femelles à Modène ont décroché à partir de fin octobre pour tomber en fin d'année à 2,59 €/kg pour la Charolaise (-2% par rapport aux 2 années précédentes) et 2,89 €/kg pour la Limousine (-2% /2018 et -3% /2017).

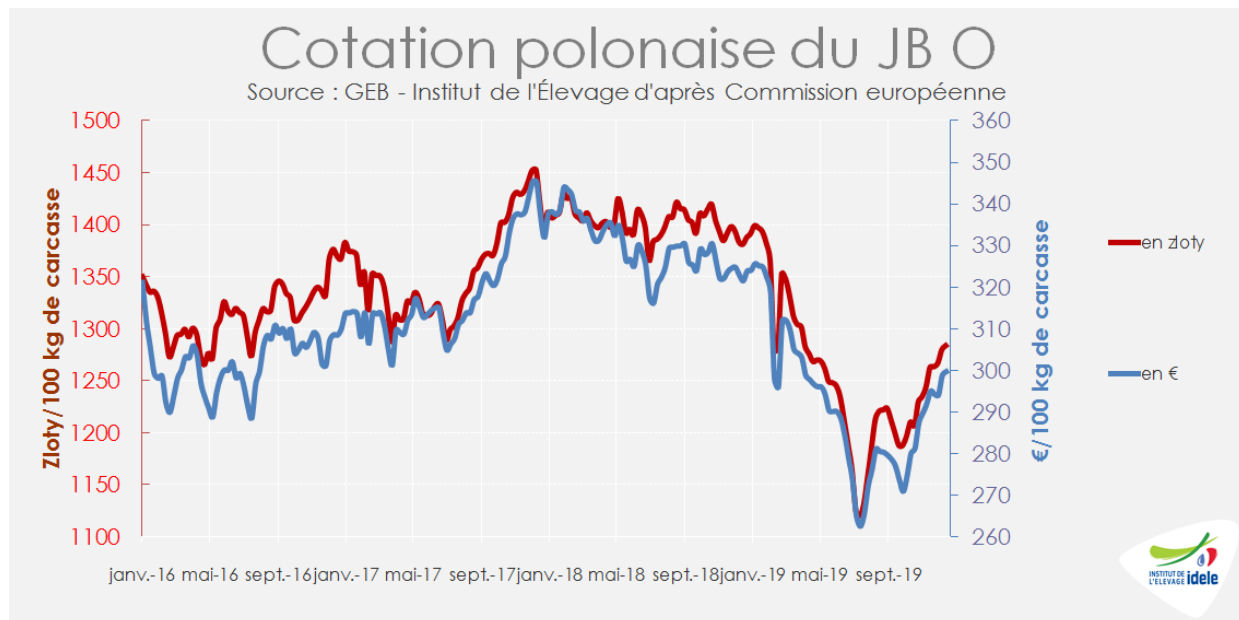


Au 31 décembre 2019, toutes races confondues, la BDNI italienne comptait toujours 24 000 femelles de 1 à 2 ans supplémentaires par rapport à 2018 alors que le nombre de mâles était en recul de 2 000 têtes.

La présence de la viande polonaise sur le marché italien continue de se renforcer. Sur les 9 premiers mois de 2019, les importations italiennes de viande bovine fraîche et congelée ont été stables par rapport à 2018, à 312 000 téc dont 65 000 téc en provenance de Pologne (+12% /2018) et 51 000 téc de France (-11% /2018).

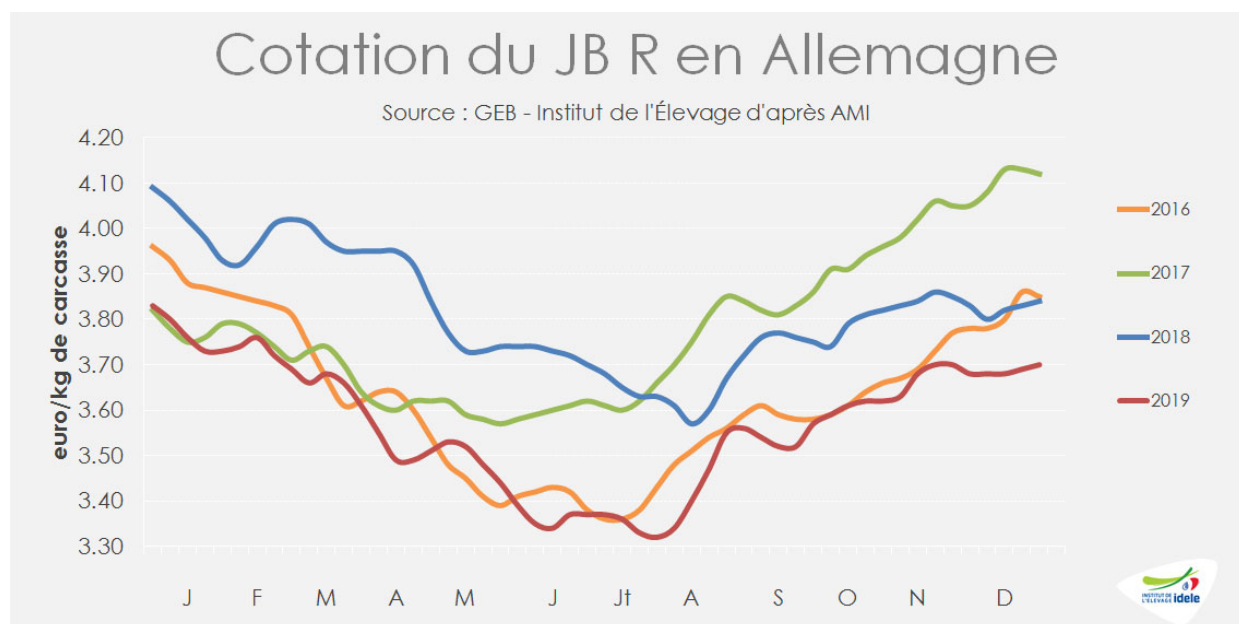
POLOGNE : Les prix restent sous pression

Le scandale sanitaire de début 2019 a eu pour conséquence un fort ralentissement de la demande pour la viande polonaise, une brutale chute des prix et un net ralentissement des abattages de bovins en Pologne. Au 1^{er} semestre 2019, les abattages de mâles non castrés ont ainsi chuté de 9% /2018, soit - 44 000 têtes. Sur les 4 mois suivants, juillet-octobre, les abattages sont repartis à la hausse (+5% ou + 15 000 têtes /2018) permettant de combler une partie du retard pris en début d'année. Toutefois, les prix à la production ont du mal à se remettre. Le JB O polonais cotait 3,00 €/kg de carcasse fin décembre (-8% /2018 et -13% /2017) et le JB R 3,04 €/kg (-8% /2018 et -11% /2017).



ALLEMAGNE : une mauvaise fin d'année pour les cours

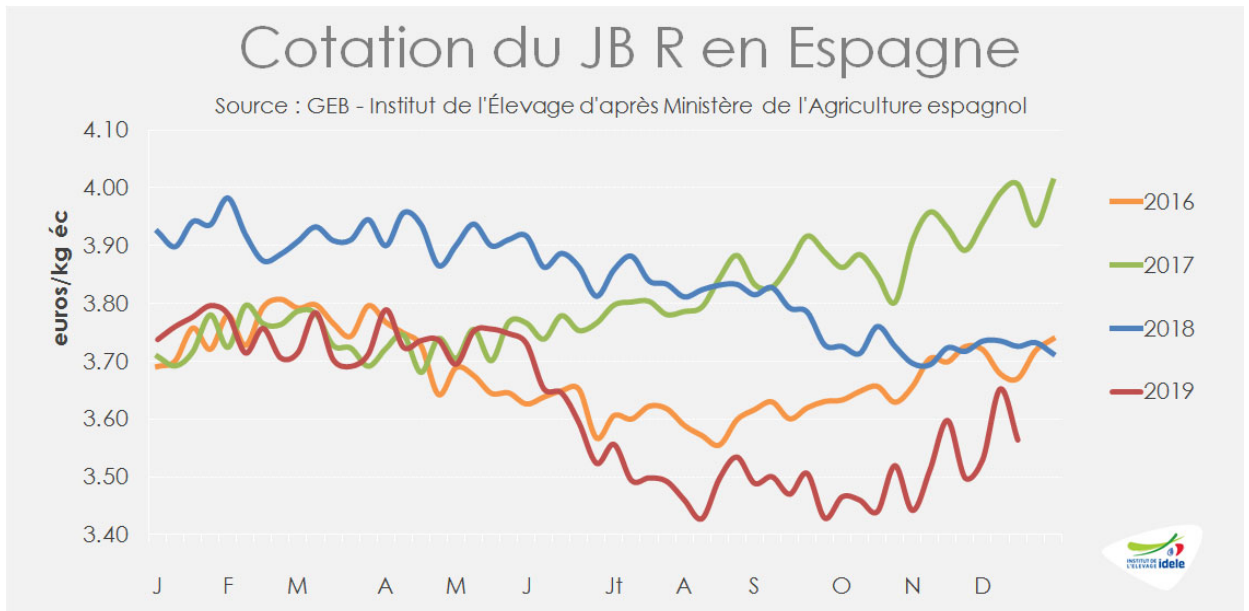
En **Allemagne**, les JB ont fini l'année à des niveaux de prix très décevants, à 3,76 €/kg de carcasse pour le JB U (-4% /2018 et -10% /2017), 3,70 €/kg pour le JB R (-4% /2018 et -10% /2017) et 3,41 pour le JB O (-3 % /2018 et -9% /2017). Pourtant, l'offre était en net retrait (-8% d'abattages de JB sur les 8 dernières semaines de l'année). Il faut croire que les bas prix des viandes importées de Pologne et d'Argentine – seuls fournisseurs à avoir accru leurs ventes sur les 9 premiers mois de l'année – ont fait pression sur les cours.



ESPAGNE : la hausse des abattages fait pression sur les prix

En **Espagne**, le fort ralentissement des ventes de bovins finis à la Turquie à partir de l'automne 2018 a provoqué une forte hausse des abattages nationaux. Sur les 10 premiers mois 2019, les abattages de mâles non castrés ont bondi de +23% /2018 à 625 000 têtes et ceux de génisses de +9% /2018 à 378 000 têtes.

Ces volumes supplémentaires pèsent sur les cours. La cotation du JB R espagnol, à 3,56 €/kg de carcasse, était toujours sous pression mi-décembre (-4% /2018 et -11% /2017).



Avec des volumes supplémentaires disponibles à prix bas, les exportations espagnoles de viandes bovines (fraîches et congelées) ont bondi de 17% à 153 000 téc sur 9 mois, dont 48 000 téc de viande fraîche vers le Portugal (+18%) et 18 000 téc vers l'Italie (+24%).

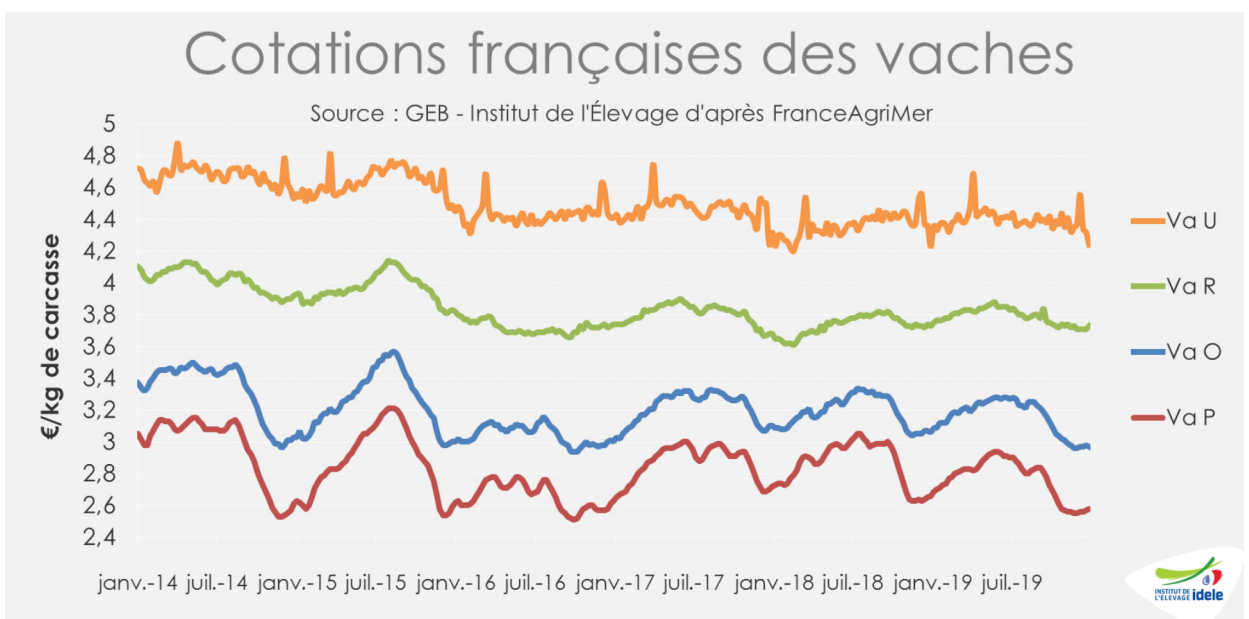
Viandes bovines » Femelles » France » Situation toujours poussive

La baisse saisonnière marquée des cours des vaches laitières s'est arrêtée à un bas niveau. Les prix des réformes allaitantes les mieux conformées continuent de fléchir et la décapitalisation reste marquée. Les importations sont toujours en hausse.

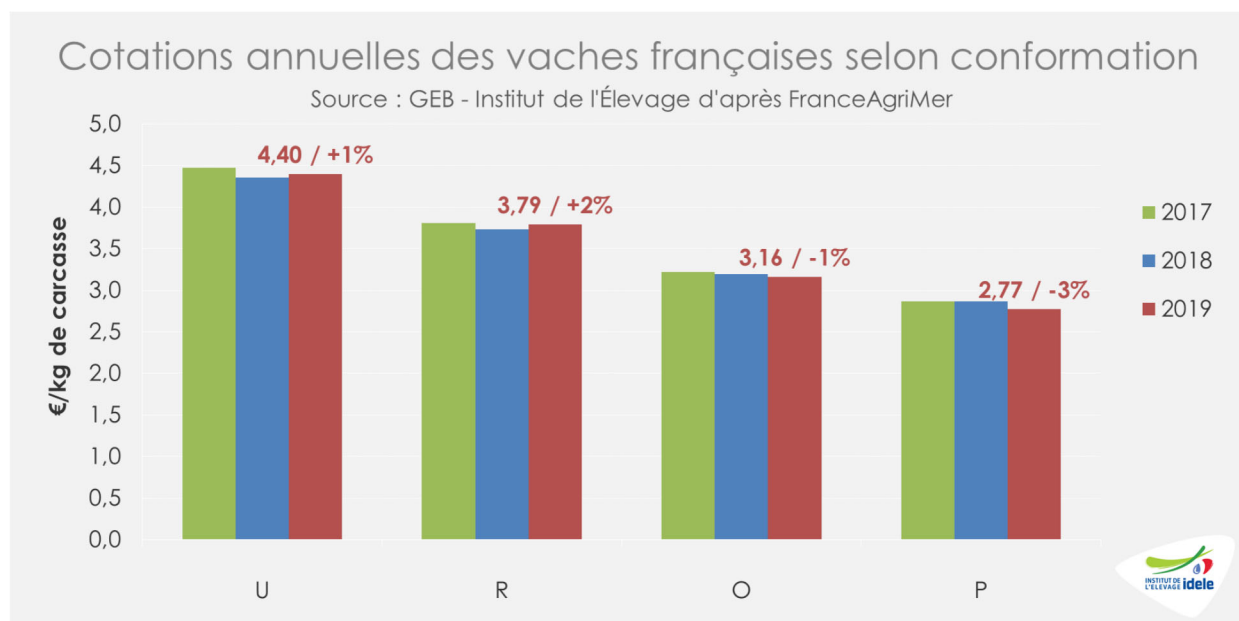
Des prix toujours dégradés

La baisse saisonnière marquée des cotations des vaches laitières semble enfin avoir pris fin. Mais face à un marché européen toujours déprimé, les cours demeurent sensiblement inférieurs à ceux des deux années précédentes à pareille époque. Le prix des vaches O et P se sont appréciés de respectivement +1 et +3 centimes sur les 4 dernières semaines (+1%) pour atteindre début janvier 2,97 €/kg de carcasse (-3% /2019 et -4% /2018) et 2,58 € (-3% /2019 et -5% /2018).

Même constat pour les vaches R dont les cours ont repris sur la même période 2 centimes (+1%). Mais la cotation de la vache U en a perdu 13 cts (-3%). Les prix sont équivalents à ceux de l'année dernière à respectivement 3,73 €/kg début janvier (= /2019 et +1% /2018) et 4,24 €/kg (= /2019 et -2% /2018).



Le bilan de l'année 2019 est mitigé. En moyenne sur l'ensemble de l'année 2019, les cotations des vaches U et R se sont appréciées de respectivement +4 et +6 centimes /2018 quand les cours des vaches O et P se sont dépréciés de respectivement 3 et 10 centimes et ce alors que le second semestre 2018 avait été marqué par des réformes massives à travers l'UE en lien avec un épisode de sécheresse estivale sévère et des prix bas.

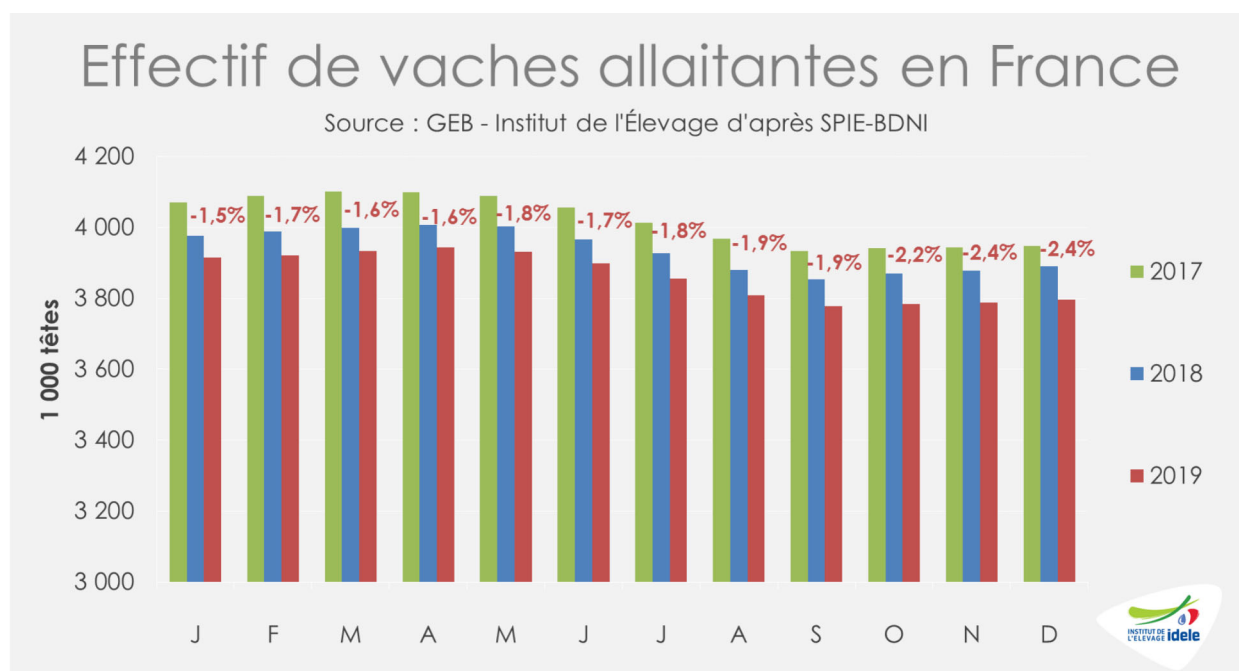


Des abattages toujours limités

En décembre, les abattages de vaches laitières comme de vaches allaitantes ont progressé (+3% /2018). Mais cette hausse s'inscrit en comparaison d'un mois de décembre 2018 où les abattages de réformes avaient été limités après les afflux record de l'automne liée à la sécheresse estivale de 2018. Les abattages sont en fait plutôt limités par rapport à 2017, en réformes laitières (-2%) comme en allaitantes (-1%).

Rythme de décapitalisation soutenu

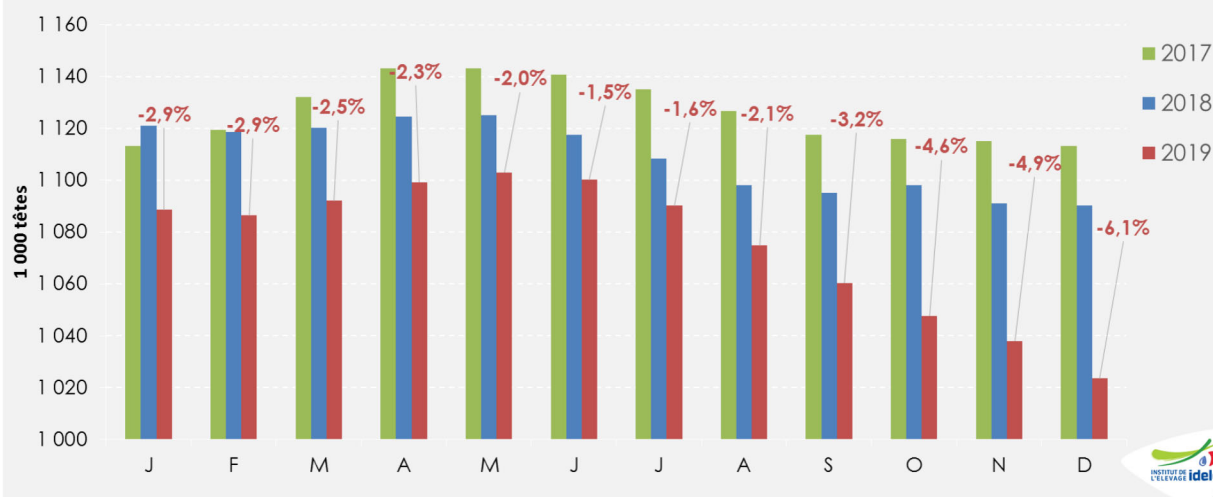
Le rythme de la décapitalisation allaitante reste soutenu par rapport au 1^{er} semestre 2019. Au 1^{er} décembre 2019, le cheptel de vaches allaitantes comptait 91 000 têtes de moins qu'un an auparavant et peinait à atteindre 3,80 millions de têtes (-2,4% /2018 contre -1,7% à la fin du 1^{er} semestre).



Entre janvier et novembre, la baisse des sorties (-14 000 têtes /2018) a compensé moins d'un tiers de la baisse des entrées de génisses allaitantes dans le troupeau (-44 000 têtes). Et les effectifs de femelles allaitantes de 24 à 36 mois sont désormais en net retrait. Au 1^{er} décembre 2019, le déficit atteignait 67 000 têtes (-6,4% /2018) contre 32 400 au 1^{er} janvier de la même année (-2,9% /2018).

Effectif de femelles allaitantes de 24 à 36 mois en France

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après SPIE-BDNI



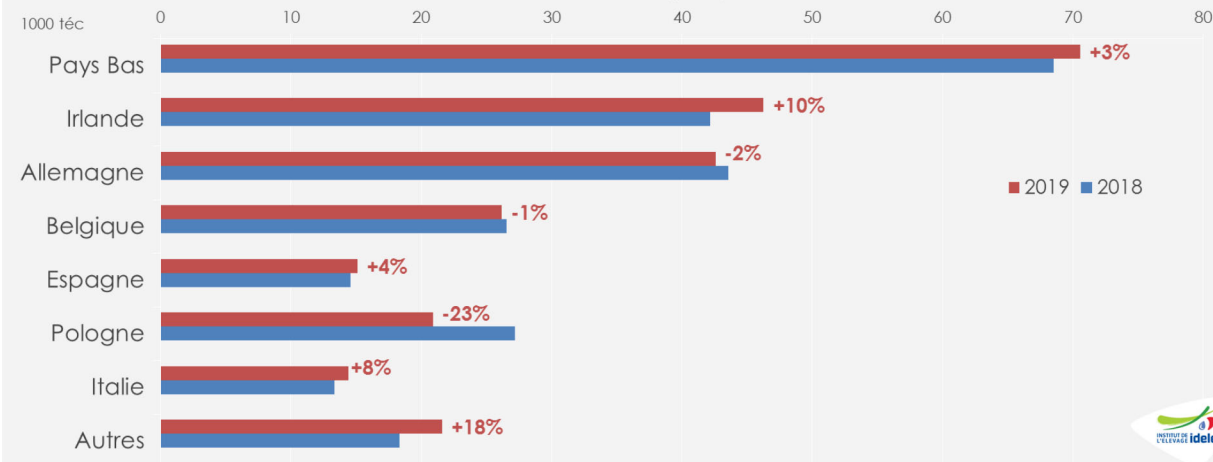
Côté cheptel laitier, le constat est similaire. La baisse du nombre de vaches atteignait 56 000 têtes au 1^{er} décembre 2019 (-1,4% /2018).

Les importations en hausse ne bénéficient toujours pas à la Pologne

En cumul sur les 10 premiers mois de 2019, les importations françaises de viande bovine ont atteint 279 000 téc (+2% /2018 et +6% /2017). Ce sont notamment les importations de viande réfrigérée (+4% /2018 et +5% /2017, à 176 500 téc) et de viande transformée (+9% /2018 et +29% /2017, à 20 200 téc) qui en sont les moteurs. En effet, les approvisionnements en viande congelée sont eux en retrait par rapport à l'année dernière (-4% /2018 et +3% /2017, à 81 200 téc).

Origine des importations françaises de viande bovine réfrigérée et congelée de janvier à octobre

Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Eurostat



La Pologne, dont les exportations de viandes congelées sont en hausse, ne bénéficie toujours pas de cette ouverture supplémentaire du marché français. Les scandales de début 2019 limitent ainsi les importations de viande polonaise réfrigérée et congelée (-23% /2018 à 20 900 téc). L'Allemagne (-2% à 42 600 téc) et la Belgique (-1% à 26 200 téc) voient également leurs exportations vers la France limitées.

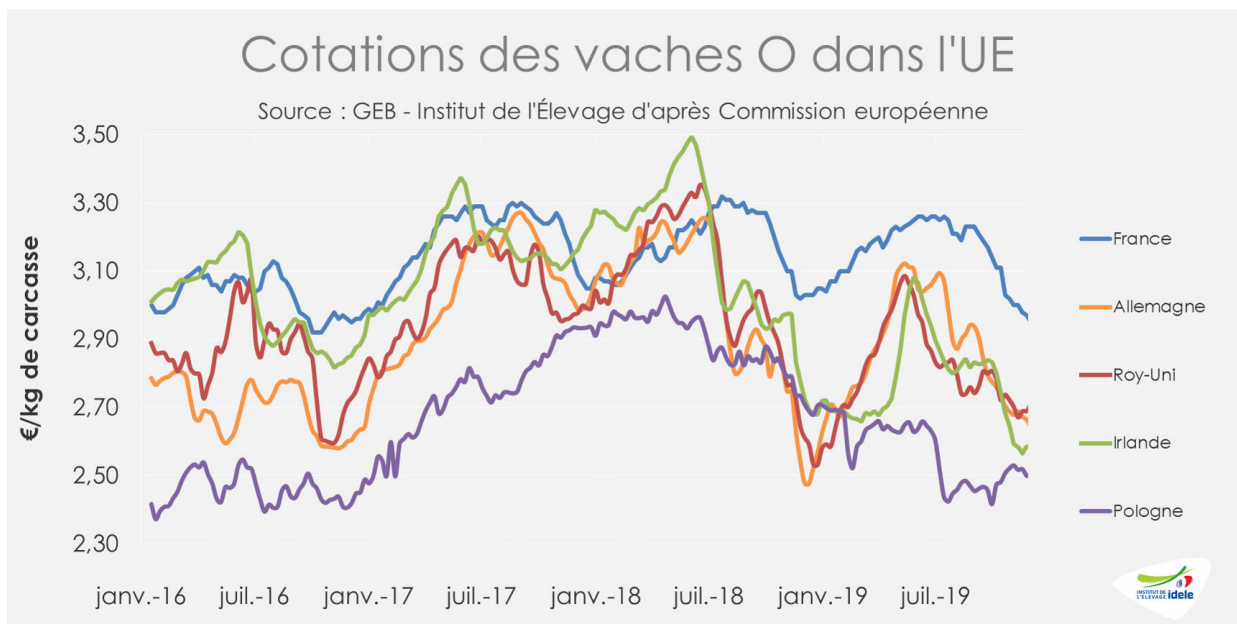
La plupart des autres exportateurs européens bénéficient eux de cette progression des achats français de viande bovine réfrigérée et congelée. L'Irlande (+10% /2018 à 46 300 téc) dépasse désormais l'Allemagne et devient le 2^{ème} fournisseur de la France malgré le blocage des abattoirs irlandais mi-septembre.

La consommation fléchit

La consommation de viande bovine en France calculée par bilan a sensiblement diminué en octobre (-6% par rapport à un niveau élevé en 2018). En cumul sur les 10 premiers mois de 2019, elle estimée à 1 282 900 téc, soit un niveau intermédiaire entre ceux des deux années précédentes (-1,2% /2018 et +1,4% /2017).

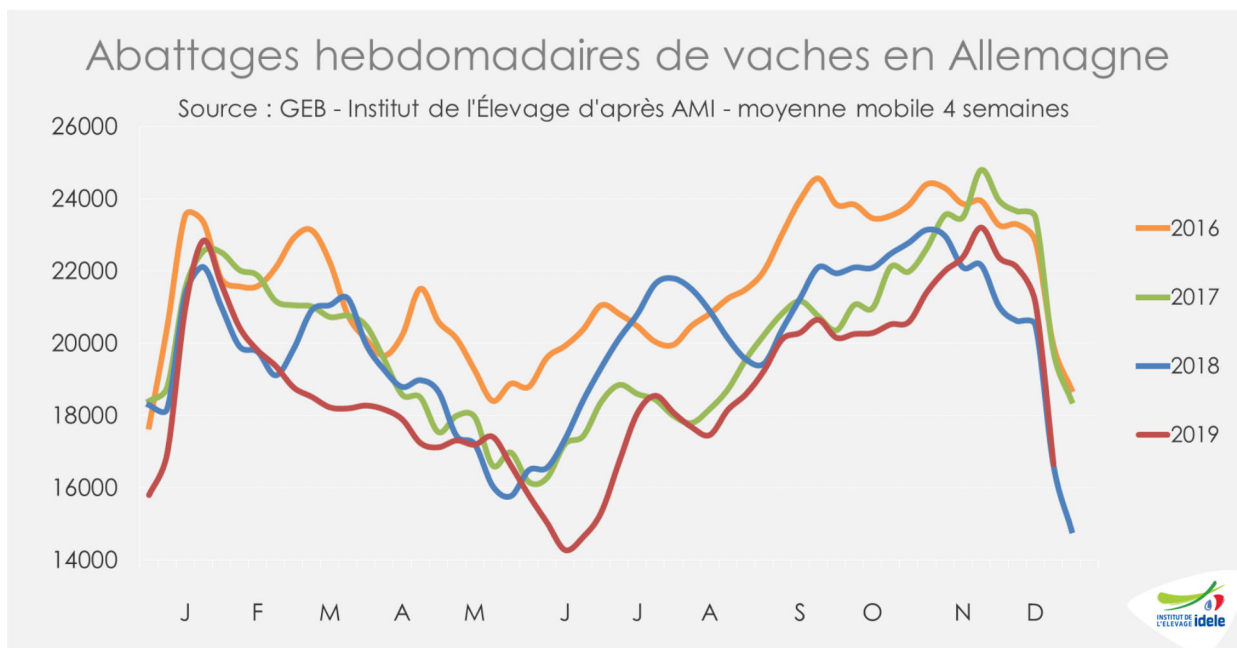
Les prix dans le creux de la vague ?

Alors que les abattages de vaches restent plutôt contenus dans l'UE, le marché européen des réformes est toujours déprimé. Mais la baisse des prix en Europe paraît désormais se stabiliser.



ALLEMAGNE : abattages contenus et prix toujours bas

En **Allemagne**, les abattages sont restés relativement contenus à la fin de l'année 2019. D'après l'indicateur publié par AMI, les effectifs abattus sur les quatre dernières semaines de l'année étaient sensiblement équivalents au faible niveau de 2018 qui faisait suite aux réformes excessives de l'automne suite à la sécheresse estivale (= /2018 et -16% /2017).



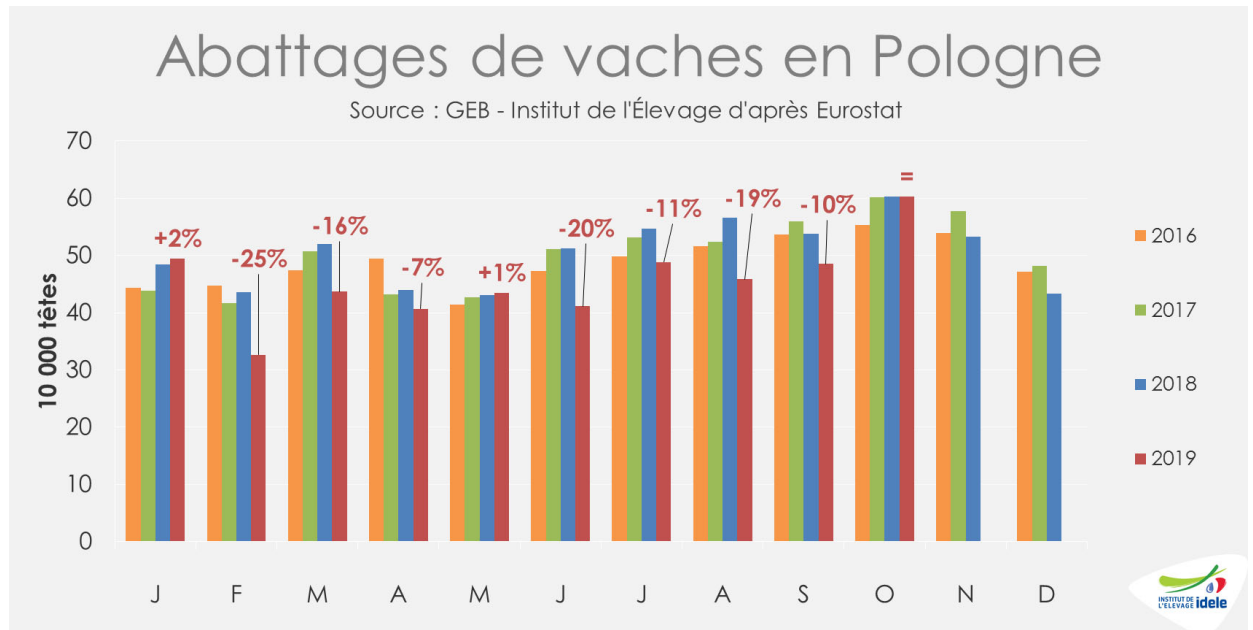
Avec une offre contenue, le cours allemand de la vache O a repris 8 centimes (+3%) en un mois d'après AMI. Il atteignait ainsi 2,67 €/kg de carcasse fin décembre, soit un niveau intermédiaire entre les deux années précédentes (+4% /2018 et -11% /2017). Les réformes allemandes ne bénéficient pas de l'envolée du prix du porc liée à l'épizootie de fièvre porcine africaine en Chine.

En ce début d'année, d'après les experts d'AMI, la demande des abattoirs se raffermirait et serait à l'origine du léger redressement observé fin décembre même si la période de fin d'année est habituellement plus propice aux morceaux nobles et à la viande de JB. La viande de vache, bon marché, est demandée en début d'année (viande hachée, viande à bouillir) et pourrait conduire à une appréciation des prix qui restent encore bas pour le moment.

Pour la 5^{ème} année consécutive, le cheptel bovin allemand diminue. D'après l'enquête cheptel, le troupeau de vaches allemandes a perdu près de 100 000 têtes entre novembre 2018 et novembre 2019 (-2,1% /2018), à 4,65 millions de têtes. Cette baisse concerne aussi bien les vaches laitières (-2,2% à 4,01 millions de têtes) qui constituent de loin l'essentiel du cheptel national que les vaches allaitantes (-1,6% à 0,64 million de têtes).

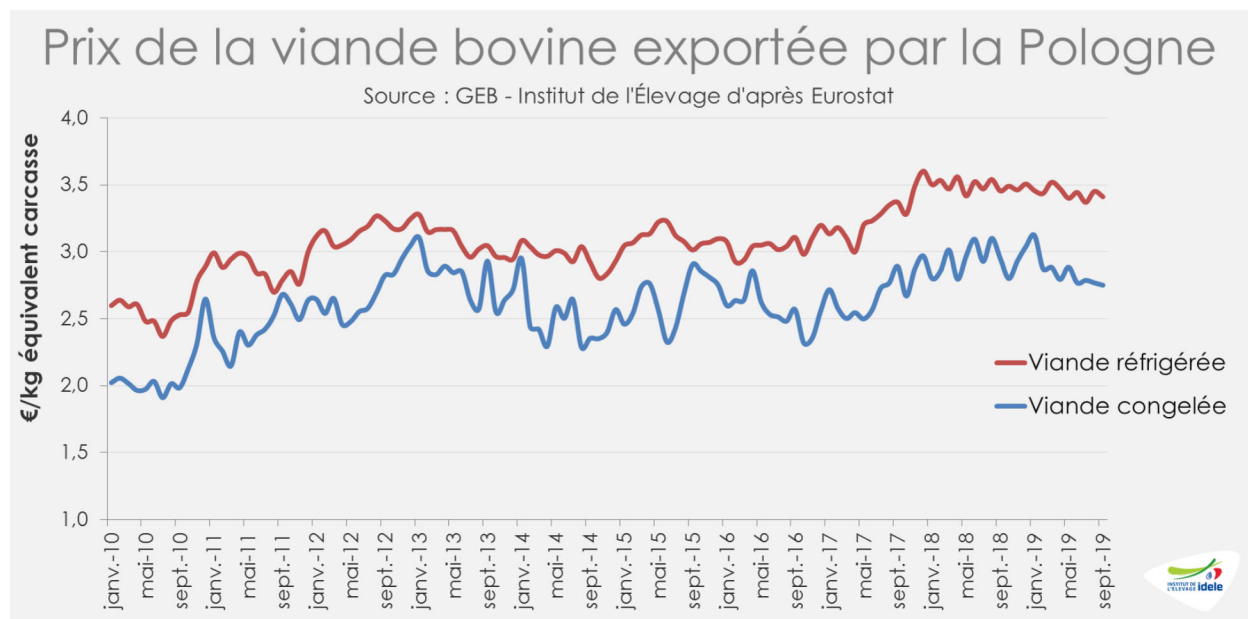
POLOGNE : abattages en hausse, les prix restent sous pression

En Pologne, alors que les abattages de réformes étaient réduits depuis février 2019 en raison des scandales de fraudes à la vache malade et au faux steak haché, ceux-ci semblent se redresser en fin d'année. Ainsi, en octobre 2019, 60 000 vaches ont été abattues soit un effectif équivalent au même mois de 2018. Cependant, en cumul sur les 10 premiers mois de l'année, le repli reste fort (-10% /2018 et -8% /2017).



Côté cotations, si l'hémorragie semble désormais endiguée les prix des vaches polonaises pâtissent d'un marché européen déprimé et restent en queue de peloton sur le marché communautaire. D'après Eurostat, entre les semaines 46 et 50, la cotation de la vache O est resté stable à 2,53 €/kg de carcasse courant décembre (-6% /2018 et -14% /2017). Les prix polonais restent inférieurs à ceux pratiqués en France (-15%), au Royaume-Uni (-9%), en Allemagne (-5%) ou encore en Irlande (-3%).

Jusqu'ici, la filière bovine polonaise est pénalisée par des exports en retrait conséquent. En cumul sur les trois premiers trimestres de 2019, les expéditions de viande polonaise réfrigérée et congelée ont diminué de 15 600 téc (-5% /2018 et -4% /2017). Face à la défiance des importateurs après les crises de début 2019, les opérateurs polonais ont dû s'adapter en ayant notamment recours à la congélation pour gérer les stocks. Entre janvier et septembre dernier, les envois de viande congelée ont bondi de +19% à 99 400 téc quand ceux de viande réfrigérée ont chuté de -12% à 223 900 téc. Ce nouvel équilibre se fait au détriment du prix. En un an, le prix de la viande bovine polonaise congelée exportée a perdu 10 centimes (-3% /2018) à 2,85 €/kg éc.

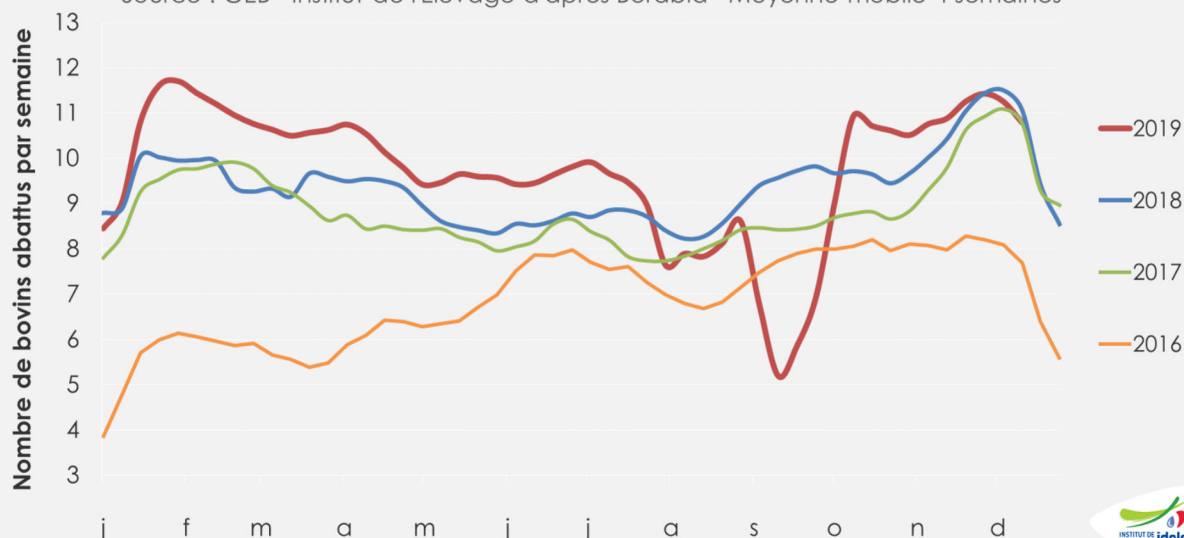


IRLANDE : retour à la « normale » des abattages, les prix stagnent

En Irlande, le blocage des abattoirs à la fin de l'été avait créé des files d'attentes, notamment pour les animaux les plus âgés. En effet, à la réouverture des abattoirs les animaux les plus jeunes ont été abattus en priorité. Ainsi, dès le début du mois d'octobre, les abattages de génisses avaient bondi réduisant ainsi les files d'attentes en ferme pour ce type d'animaux. Depuis, la situation semble être assainie. D'après l'indicateur hebdomadaire de Bord Bia, sur les 4 dernières semaines connues (semaines 48 à 51), les abattages de génisses ont même reculé (-3% /2018). En cumul depuis le début de l'année, les abattages de génisses ont sensiblement progressé (+4% /2018 et +10% /2017).

Abattages hebdomadaires de génisses en Irlande

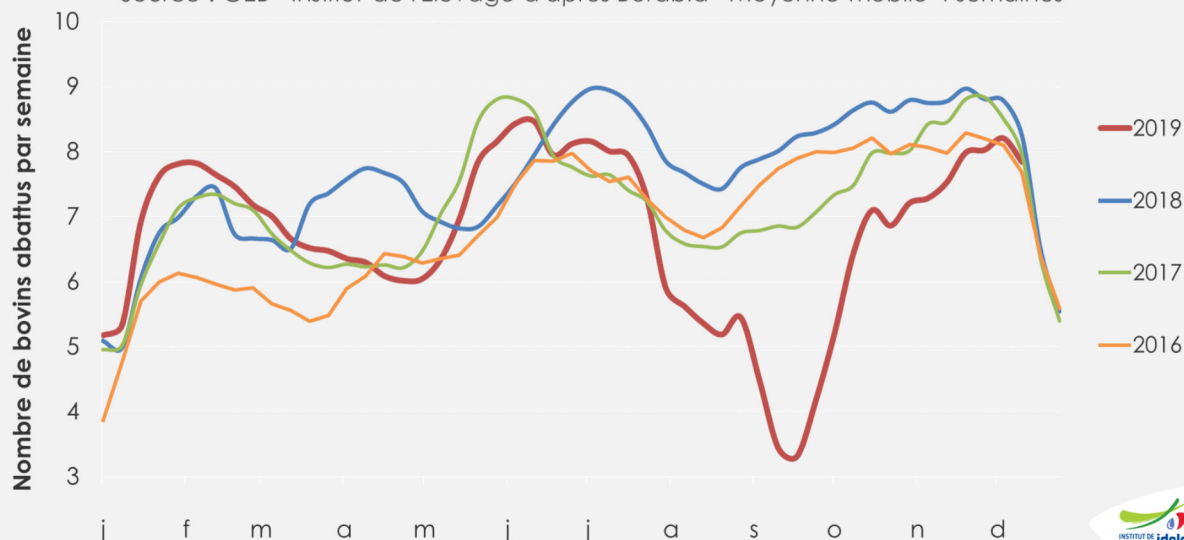
Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Bordbia - Moyenne mobile 4 semaines



Le rythme d'abattage de vaches a mis plus de temps à se rétablir. De nombreux opérateurs font encore état de stocks présents en ferme. Sur les 4 dernières semaines incluant les fermetures habituelles de Noël, les abattages de vaches sont désormais en retrait par rapport à une année 2018 exceptionnelle (-5% /2018) et proches des standards des années précédentes (-1% /2017 et +2% /2016).

Abattages hebdomadaires de vaches en Irlande

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Bordbia - Moyenne mobile 4 semaines



Actuellement, si les abatteurs semblent demandeurs de marchandises, les prix restent globalement en berne pour toutes les catégories malgré la multiplication des protestations des éleveurs depuis le début de l'été. Ainsi, d'après Eurostat, la cotation irlandaise de la vache O peine à atteindre les 2,62 €/kg de carcasse fin décembre. Elle s'est néanmoins appréciée de 5 centimes en 4 semaines, mais reste inférieure à celle des années précédentes (-2% /2018 et -19% /2017). Seule la cotation polonaise reste inférieure (-3%).

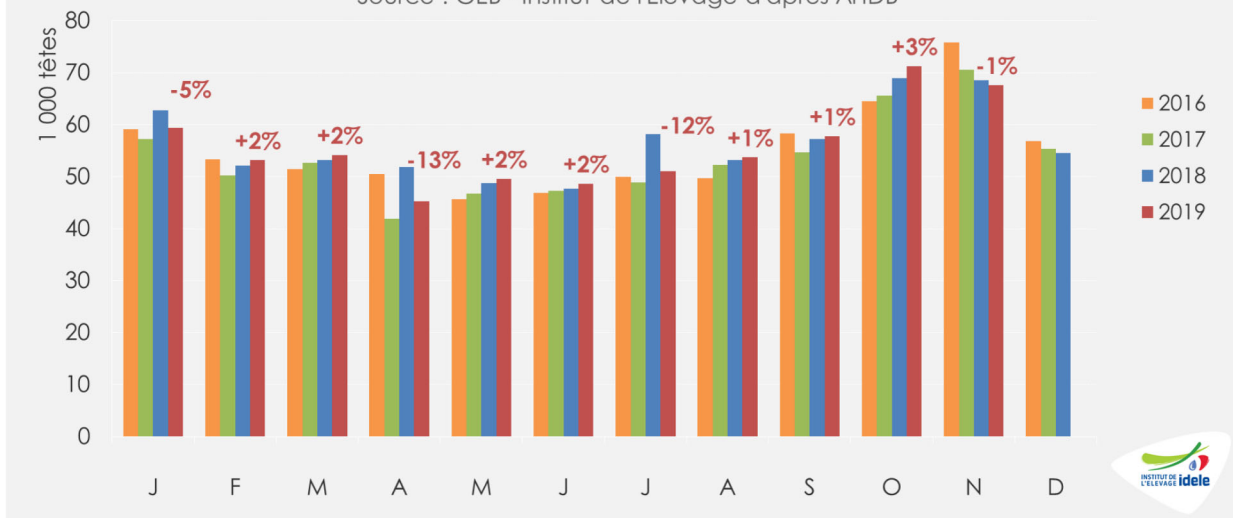
Le cheptel allaitant a encore reculé en 2019, pour la 4^{ème} année consécutive. D'après *Irish Cattle Breeding Federation* (ICBF), l'effectif de vaches a reculé de 42 000 têtes en un an, à 934 000 têtes en décembre (-4% /2018). Entre 2016 à 2019, le troupeau allaitant irlandais a perdu près de 84 000 vaches.

ROYAUME-UNI : entre consommation domestique en berne et hausse des exportations

Entre janvier et novembre 2019, 611 000 vaches ont été abattues au **Royaume-Uni** d'après les statistiques d'AHDB. Soit un niveau intermédiaire entre l'année 2018, exceptionnelle pour cause de sécheresse, et les années 2017 et 2016, plus classiques (-2% /2018 ; +4% /2017 et +1% /2016).

Abattages de vaches au Royaume-Uni

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après AHDB



Face à un marché européen plutôt lourd, les cotations britanniques sont à la peine comme partout ailleurs dans l'Union européenne, même si la tendance semble à l'accalmie. Le cours de la vache O au Royaume-Uni a repris 10 centimes en 4 semaines (+4%) pour s'établir à 2,79 €/kg de carcasse en semaine 50. Ce niveau est désormais intermédiaire entre 2017 et la mauvaise année 2018 (+10% /2018 et -7% /2017).

D'ici la sortie de l'UE, le 31 janvier 2020, les opérateurs britanniques ont diversifié leur clientèle. Avec un taux de change stable et toujours intéressant en 2019 (-0,7% /2018 en moyenne annuelle), les exportations de viande bovine réfrigérée et congelée depuis le Royaume-Uni ont nettement progressé sur les 10 premiers mois de l'année (+23% /2018 à 110 000 t) s'approchant du pic du début de la décennie en 2011. Les envois de viande bovine vers les pays tiers ont ainsi bondi (+88% /2018) notamment vers l'Asie. Les exportations progressent également vers l'UE (+23%) à l'exception notoire de l'Allemagne. Dans le même temps, les importations ont nettement reflué qu'elles soient originaires de l'UE (-13% /2018) ou non (-52%). Toutes les origines sont concernées et notamment l'Irlande (-8%). Le marché britannique se renationalise mais se restreint. Par bilan, la consommation a en effet sensiblement régressé (-7% /2018).

Viandes bovines » Maigre »

Le marché est à l'équilibre malgré le repli de l'offre

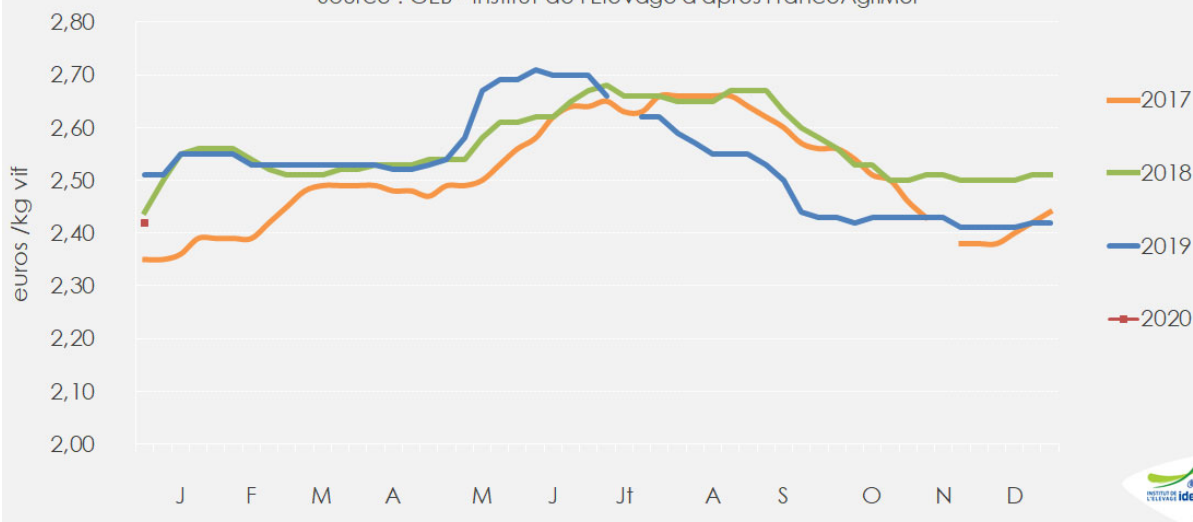
Les cours des brouillards ont été reconduits ces dernières semaines malgré une offre toujours en recul. La demande à l'export s'est contractée en novembre et le marché italien des femelles semble saturer.

Le marché est à l'équilibre

Depuis trois mois les cours des mâles sont stables, sous leur niveau de l'an passé et près de celui de l'année qui précède. Ils devraient connaître un début de hausse saisonnière contenu dans les semaines à venir. En 1ère semaine 2020, la cotation du Charolais U de 350 kg a été reconduite à 2,59 €/kg vif soit -10 cts /2019 (-4% /2019 ; = /2018). Le Charolais U de 450 kg cotait 2,42 €/kg (-4% /2019 ; -1% /2018). Le cours du Limousin E de 300 kg dépassait de 2% son niveau de 2019, alors que celui du Croisé U de 300 kg vif a perdu 22 cts (-8% /2019).

Cotation du Charolais U de 450 kg

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après FranceAgriMer



La demande italienne en femelles ayant plafonné, les cours des brouardes se sont dépréciés durant l'automne. Début janvier, ils étaient sous les niveaux des deux années précédentes. La Charolaise cotait 2,54 €/kg, soit 11 centimes de moins qu'en 2019 (-4% /2019 et -1% /2018), tandis que la Limousine E de 270 kg cotait 2,73 €/kg soit -1% par rapport à 2019 et 2018.

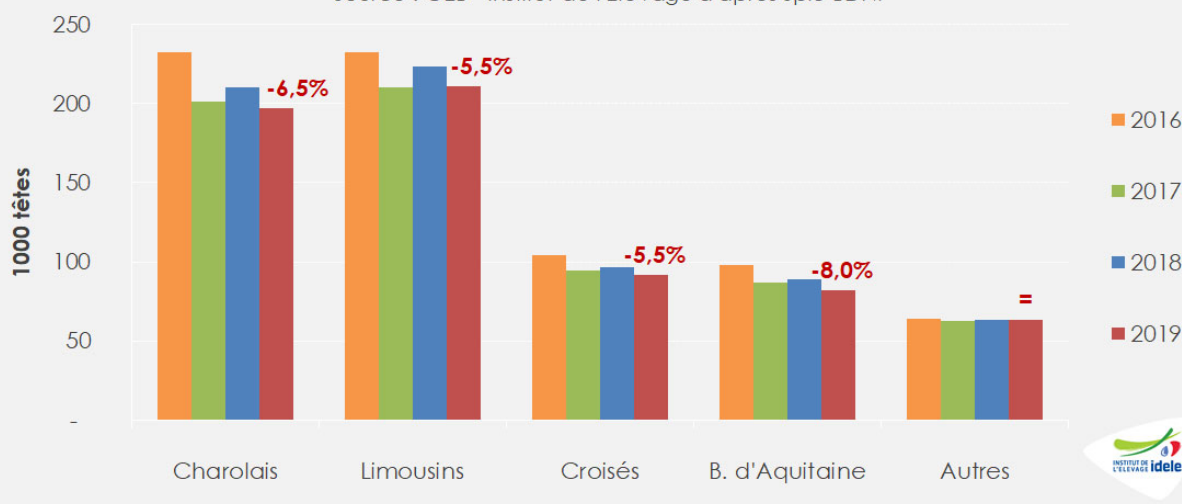
L'offre diminue encore en début d'année

Les effectifs de mâles de type viande de 6-12 mois, estimés à 758 000 têtes au 1er décembre, sont en recul de 3,5% /2018 et de 4,0% /2017. Les stocks de Charolais et de Blonds diminuent toujours plus fortement que les autres races, de respectivement -5,5% et -6,0% /2019.

L'offre devrait rester limitée au 1er semestre 2020. Avec 645 000 têtes au 1er décembre, les effectifs de mâles de race à viande de moins de 6 mois étaient en baisse de 5,5% /2018. Un an auparavant, ils étaient à l'inverse plus étoffés suite au report des naissances de fin 2017, ils ne sont en recul que de 1,5% /2017. De juillet à novembre 2019, les naissances de veaux de mère de type viande étaient en repli de 6,5% /2018 et de 1,6% /2017.

Stock de mâles de 0-6 mois au 1er novembre

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Spie BDNI

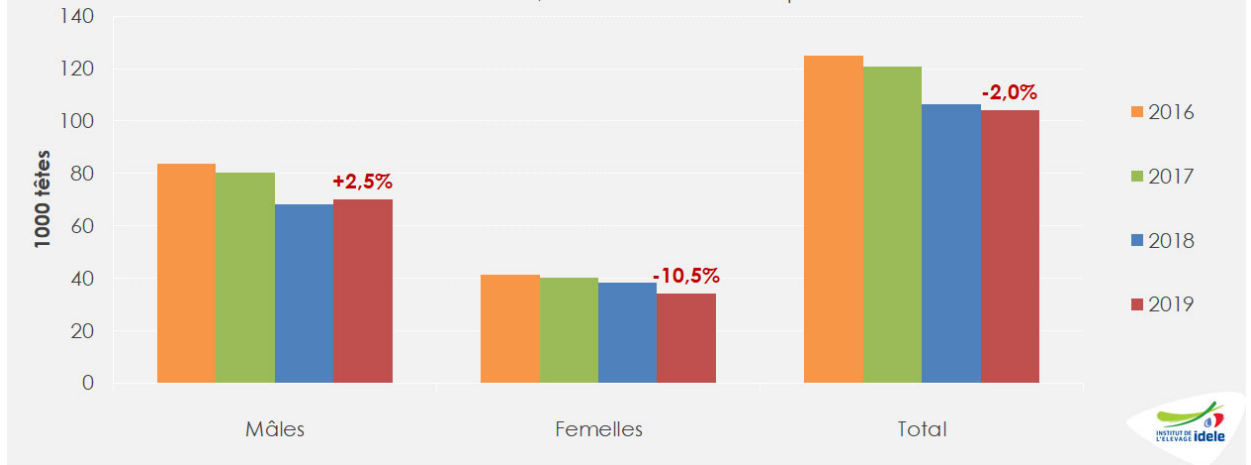


La demande s'est contractée en novembre

Avec 104 000 têtes expédiées en novembre, les exportations de bovins de 4 à 16 mois ont reculé de 2% /2018. La demande italienne (1er client) a été peu dynamique malgré une conjoncture du JB fini meilleure qu'ailleurs en Europe. Et en Espagne, le marché du JB gras reste morose. Le rééquilibrage de la demande transalpine entre mâles et femelles continue de s'opérer. Les envois de femelles ont fortement reculé en novembre, de 10,5% /2018, tandis que ceux de mâles ont progressé de +2,5% /2018. De janvier à novembre les envois ont totalisé 1 066 000 têtes soit +2% /2018, tirés par les génisses (+4%).

Exportations françaises de broustards en novembre 2019

Bovins de 4 à 16 mois, Source : GEB - Idele d'après SPIE-BDNI



Les demandes algérienne et tunisienne sont fermes

D'après les douanes françaises, les envois de gros bovins maigres ont encore progressé en novembre vers l'Algérie et la Tunisie avec respectivement 6 800 (nuls en 2018) et 1 800 têtes (x9). L'effectif total exporté vers les pays tiers a atteint 66 100 têtes (+60% /2018) dont 81% vers l'Algérie. Ces marchés, qui ne représentent que 6% de l'effectif total de broustards exportés, sont plus rémunérateurs et ont donc contribué à maintenir les cours.

Plusieurs menaces pèsent sur le commerce franco-algérien de bovins. D'une part l'instabilité politique et sanitaire peut bloquer les flux à tout moment. D'autre part la concurrence irlandaise sur le maigre et espagnole sur le semi-fini se fait de plus en plus pressante. Dans les mois à venir l'offre française sera en repli et contrainte par les nouvelles conditions d'importation portant sur les poids et âges des animaux. Les opérateurs français pourraient avoir des difficultés à satisfaire la demande laissant une ouverture au développement de flux concurrents. Les envois devraient ralentir vers cette destination après une année 2019 exceptionnelle.

Viandes bovines » Veaux de boucherie » 2020, année incertaine

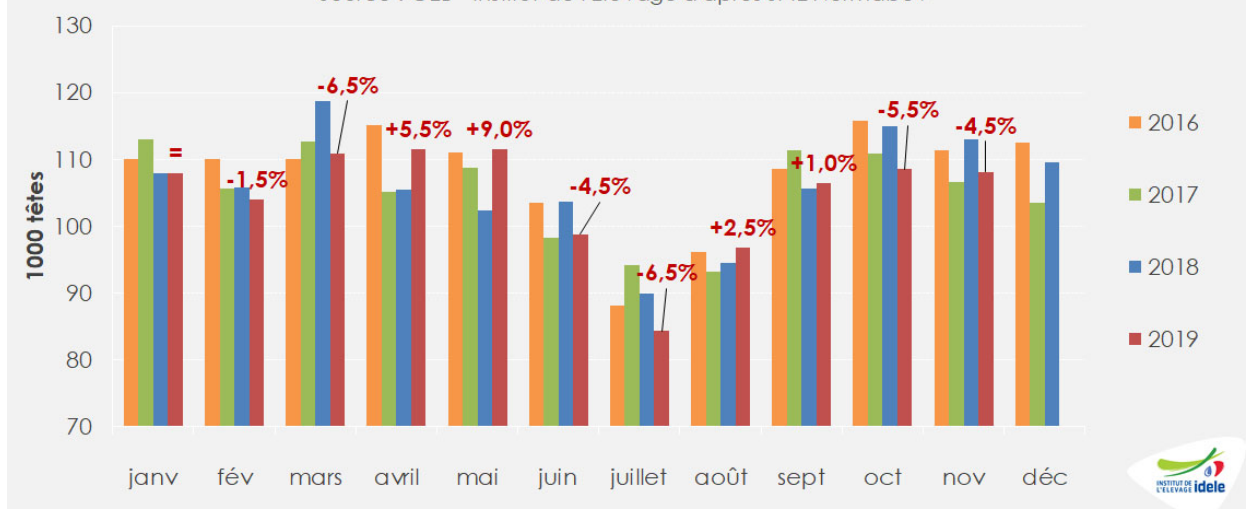
Le marché du veau de boucherie était assaini en fin d'année 2019 grâce au repli de la production qui s'est confirmé au 2nd semestre. Pour 2020 les opérateurs craignent un nouvel excédent d'offre et la hausse des coûts de production.

Des abattages en net retrait au 2nd semestre

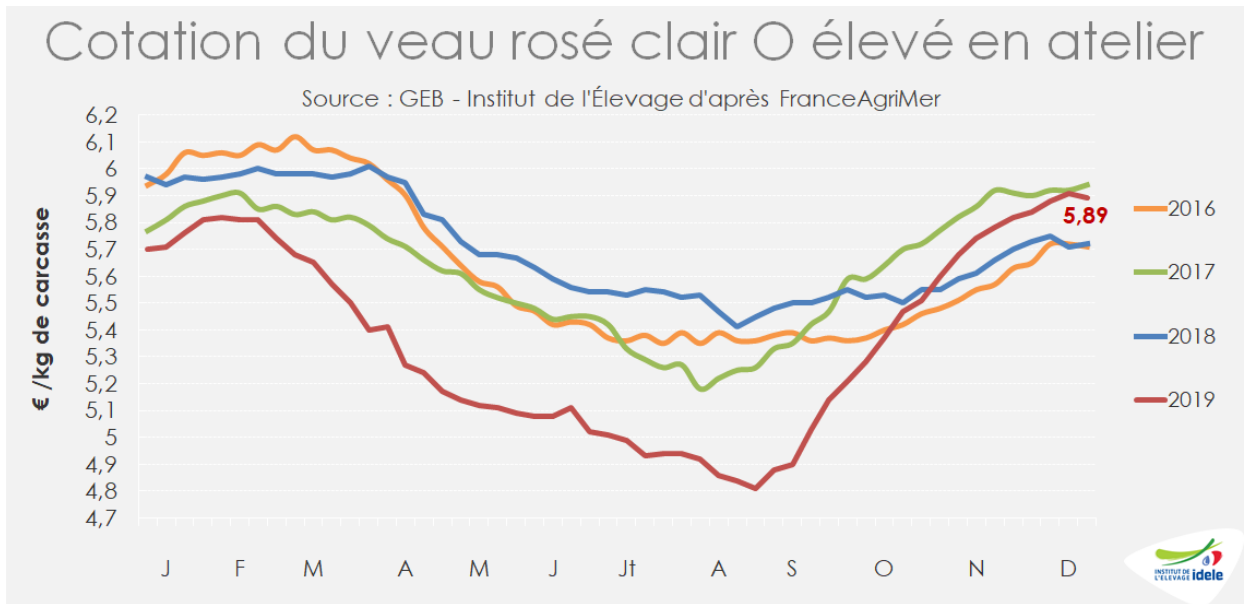
Les effectifs de veaux gras abattus en France (corrigés des variations journalières) ont reculé de 2,5% /2018 sur juillet-novembre 2019, mais la production abattue a moins baissé (-1,5% /2018) sous l'effet de veaux plus lourds. On note une situation similaire aux Pays-Bas où les abattages ont chuté de 5% /2018 sur juillet-octobre.

Abattages CVJA de veaux gras

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après SPIE Normabev



Cette baisse de l'offre en France et en Europe intervient après 6 mois extrêmement difficiles pour le secteur du veau. L'effondrement des cotations entre mars et septembre 2019 a poussé les intégrateurs à limiter la production en cette fin d'année pour désengorger le marché. Cette stratégie a permis un redressement rapide des cours : en semaine 52 la cotation française du veau O rosé clair élevé en atelier est remonté à 5,89 €/kg, soit +3% /2018 et +1,08 €/kg par rapport à la semaine 34. Aux Pays-Bas la cotation officielle du veau de boucherie pie-noir, qui s'est appréciée de +1 €/kg en 4 mois, est remontée à 5,05 €/kg en semaine 50 soit +4% /2018.

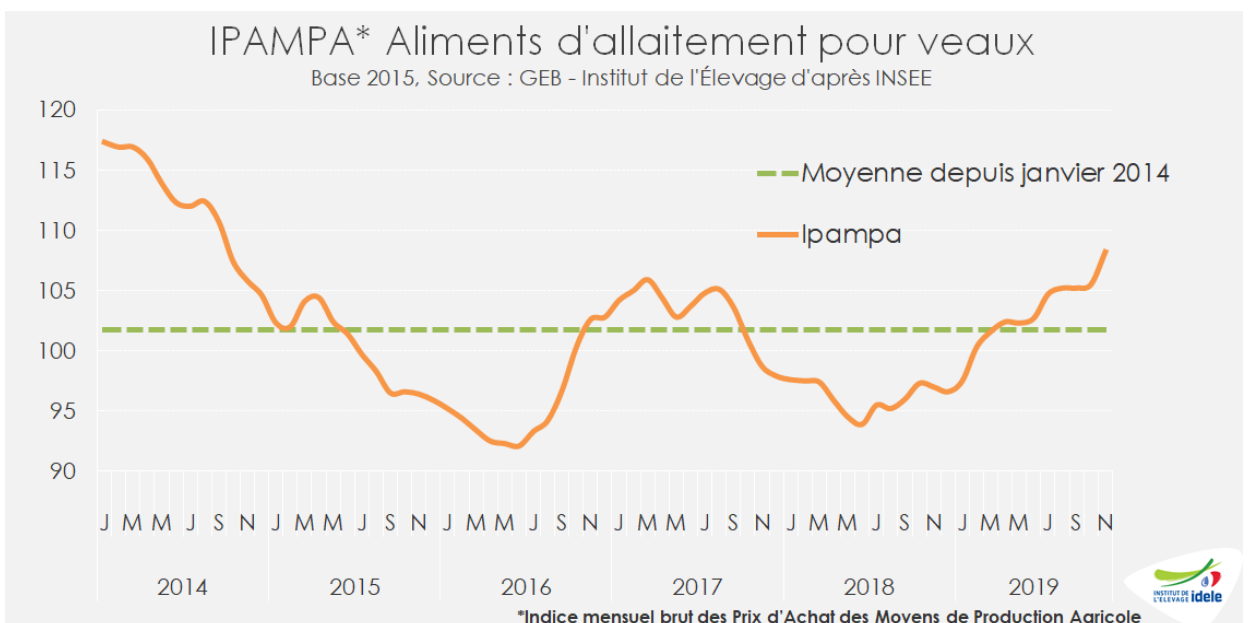


Vers un nouvel encombrement du marché début 2020 ?

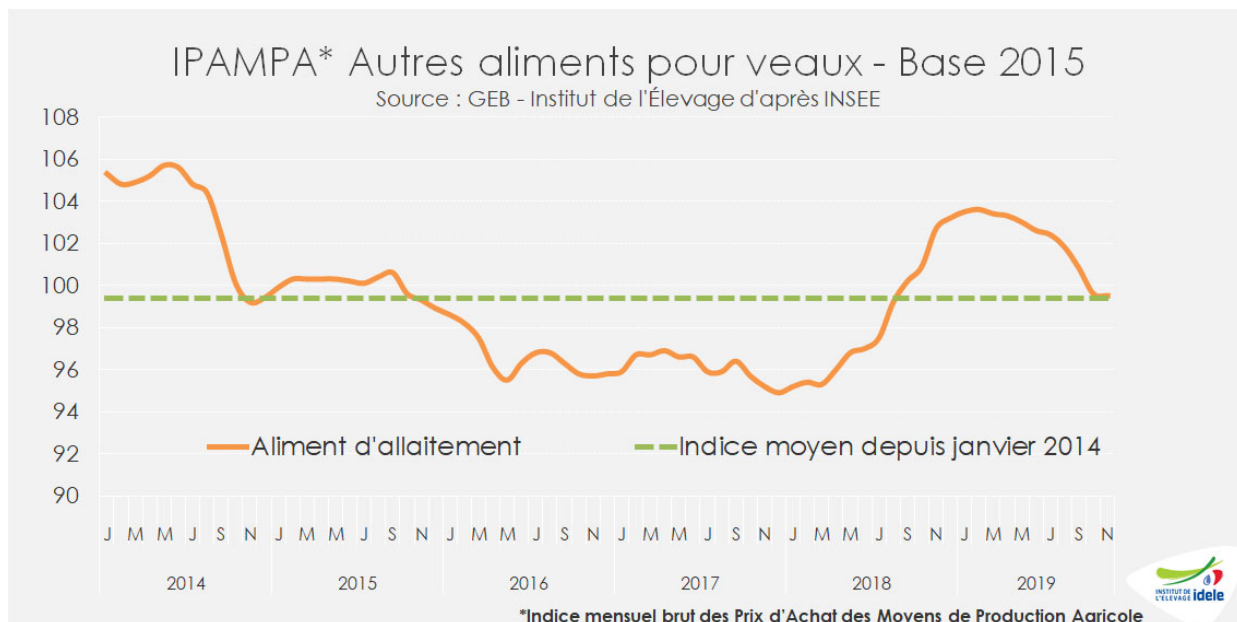
L'embellie des cours et le prix toujours très bas des veaux nourrissons devraient avoir encouragé les mises en place au 4^{ème} trimestre. Ceci entrainerait une production en hausse au 2nd trimestre 2020 que le marché pourrait peiner à absorber, notamment en cas de forte chaleur. Néanmoins les opérateurs français annoncent une offre en légère baisse pour 2020. Par ailleurs, aux Pays-Bas la production devrait selon les observateurs être également en léger repli par rapport au très haut niveau du 1^{er} semestre 2019 (+4,5% /2018, +9% /2017). Ainsi, sauf décrochage marqué de la consommation, le secteur du veau devrait éviter une nouvelle crise du type de celle connue en 2019.

Les matières premières laitières à la hausse en 2020

L'autre source d'inquiétude pour le secteur du veau en 2020 est le coût des matières premières. L'IPAMPA aliment d'allaitement pour veaux a progressé de 11 points entre janvier et novembre 2019 à 108 points. Il devrait continuer à progresser en 2020 dans le sillage des marchés laitiers (voir marchés des produits laitiers). Les cours de la poudre de lait écrémé devraient continuer de s'apprécier. Le marché du lactosérum est plus incertain, la crise de la fièvre porcine africaine a fortement affecté la demande pour l'alimentation animale en Chine, mais les débouchés pour l'alimentation humaine restent dynamiques en particulier les fabrications de poudre de lait infantile.



Enfin l'IPAMPA autres aliments pour veaux avant sevrage, en repli depuis janvier 2019, pourrait aussi repartir à la hausse. Un retournement du marché mondial des grains semble se profiler (voir focus marchés des grains). A court terme la reprise de la demande mondiale rencontre des volumes exportables en baisse, et à moyen terme le climat très pluvieux de la fin 2019 pourrait affecter la production de blé en Europe.



Viandes bovines » Veaux nourrissons » Une situation toujours difficile

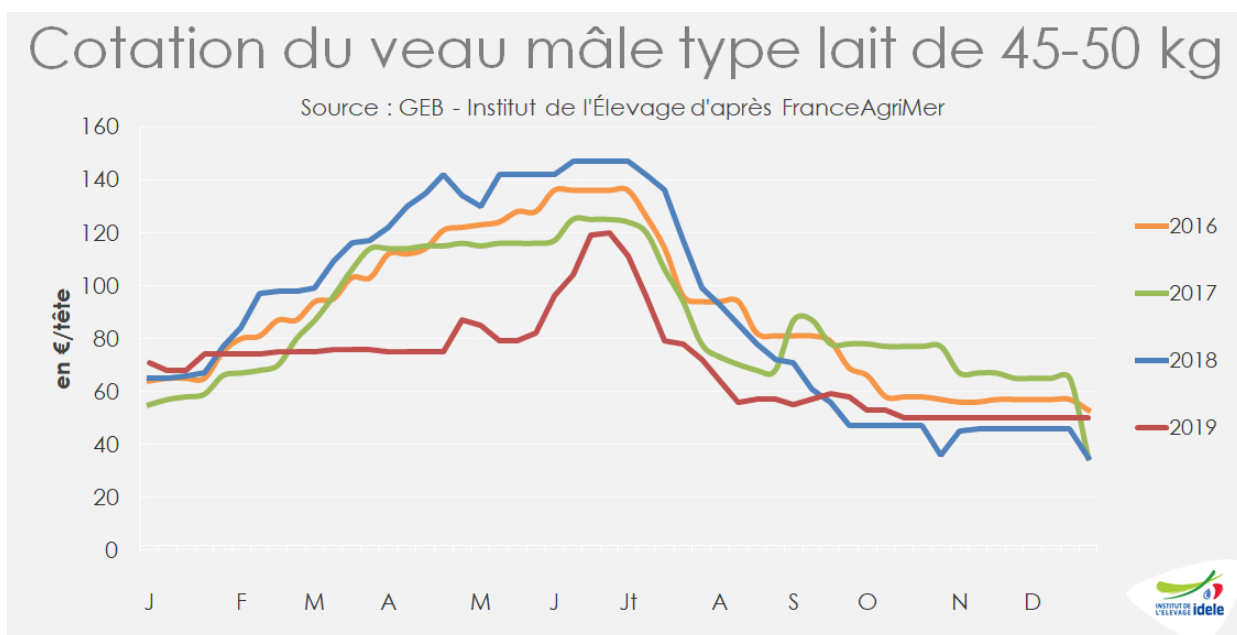
Le marché des veaux naissants reste très encombré faute de demande et malgré une offre en net repli. Aucune embellie n'est en vue avant le printemps.

Nouveau repli des naissances

328 000 veaux de mère laitière sont nés en novembre 2019, un effectif en repli de 1,5% /2018 qui s'inscrit dans la tendance de l'année. Sur 11 mois ces naissances sont en recul de 3% /2018 à 3 103 000 têtes. Cette chute s'explique à la fois par les moindres entrées de génisses dans le cheptel et par la dégradation du taux de vêlage (*Tendances* décembre 2019).

Toujours plus de veaux croisés

L'évolution du nombre de naissances n'est pas homogène entre les types raciaux. Sur janvier-novembre 2019, 2 255 000 veaux laitiers de race pure sont nés, soit -5,5% /2018. Les 3 principales races sont affectées : Prim'Holstein (-5,5 % /2018), Montbéliarde (-7% /2018) et Normande (-5,5% /2018). A l'inverse les naissances de veaux croisés continuent de progresser. Sur 11 mois sont nés 221 000 veaux croisés issus de deux parents laitiers (+2%), et surtout 627 000 veaux croisés d'une mère laitière et d'un père allaitant, soit +4,5% /2018.

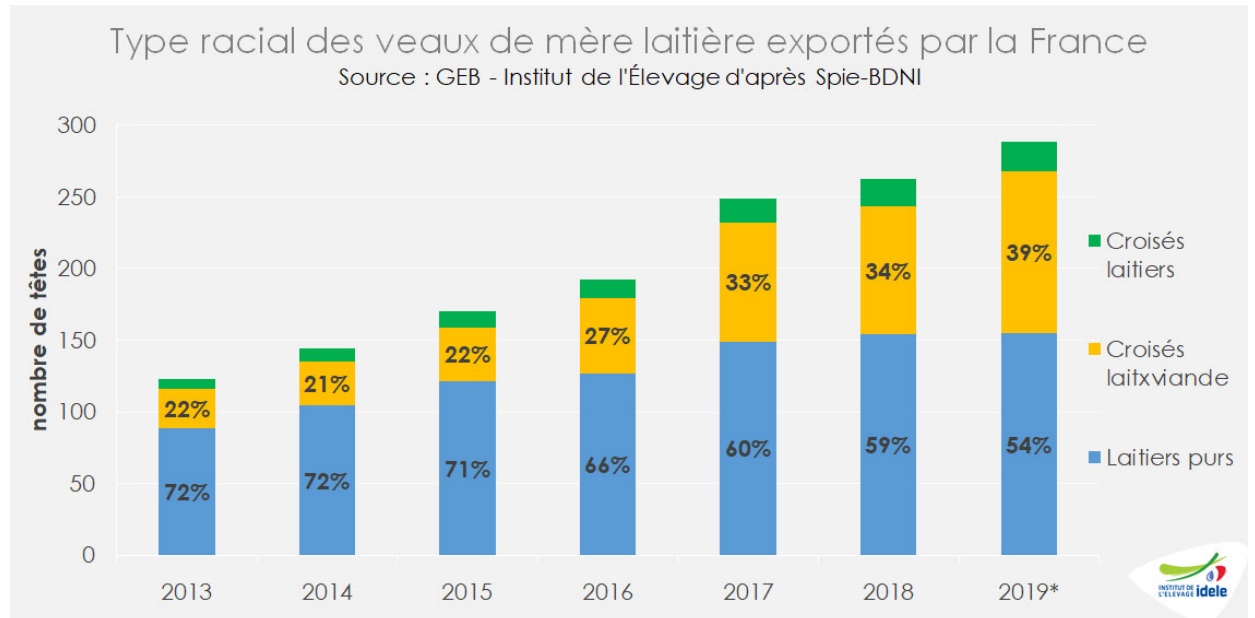


Le développement du croisement entre races laitières s'inscrit dans une recherche de rusticité par les éleveurs laitiers. Pour le croisement lait-viande, le ressort principal de cet essor réside dans un coût de l'IA modéré et une meilleure valorisation des veaux.

Un marché qui reste extrêmement encombré

Cette offre en baisse est sans effet sur le marché déprimé des veaux nourrissons, la faute à des débouchés en berne en France (*Tendances* 305). Les cotations des veaux restent au plancher et ne devraient pas progresser avant le printemps.

Dans ce contexte et malgré une situation morose de l'engraissement en Espagne (*Tendances* 307) qui achète plus de 90% des veaux exportés par la France, de nouveaux records ont été battus à l'export. Selon nos estimations 288 000 veaux français de mère laitière ont rejoint l'Espagne en 2019, soit +10% /2018. Cette progression est essentiellement due aux envois de Croisés lait-viande : 113 000 veaux de ce type ont été exportés en 2019, soit +27% /2018. Ces veaux croisés de mère laitière et de père allaitant représentaient 20% des naissances en 2019, mais 39% des effectifs exportés. Les veaux laitiers purs ne représentent plus que 54% des veaux exportés avec un total quasiment stable depuis 2017 à 155 000 têtes (+0,5% /2018).



L'UE redevient offensive

La collecte se rétablit en France et Allemagne malgré des cheptels réduits. Elle connaît un passage à vide dans les autres principaux d'Europe du Nord. En revanche, elle rebondit aux Pays-Bas et poursuit sa reprise en Italie et en Espagne.

En somme la collecte européenne connaît une légère croissance au 2nd semestre qui a relancé les fabrications de beurre et de poudre maigre. L'UE-28 conforte ses positions sur le marché mondial, grâce à des fabrications redevenues compétitives et une demande européenne plutôt morose. Elle tire ainsi parti de la bonne demande internationale et des faibles disponibilités dans les autres grands bassins excédentaires.

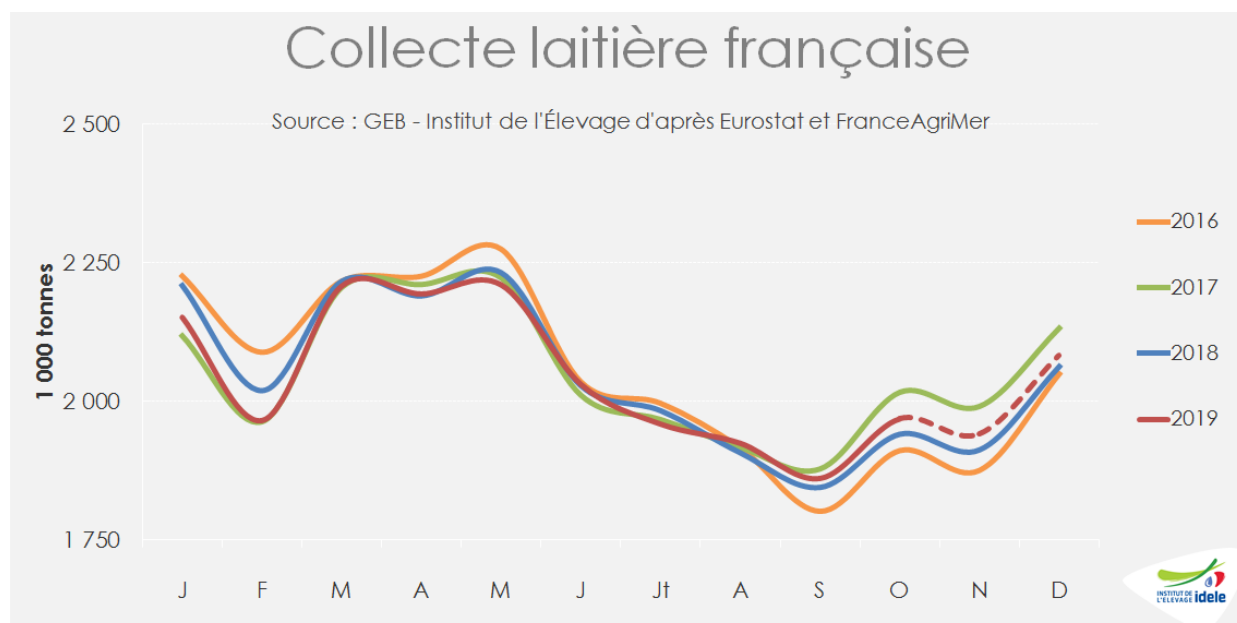
Lait de vache » Collecte laitière »

Fin d'année globalement positive dans l'UE

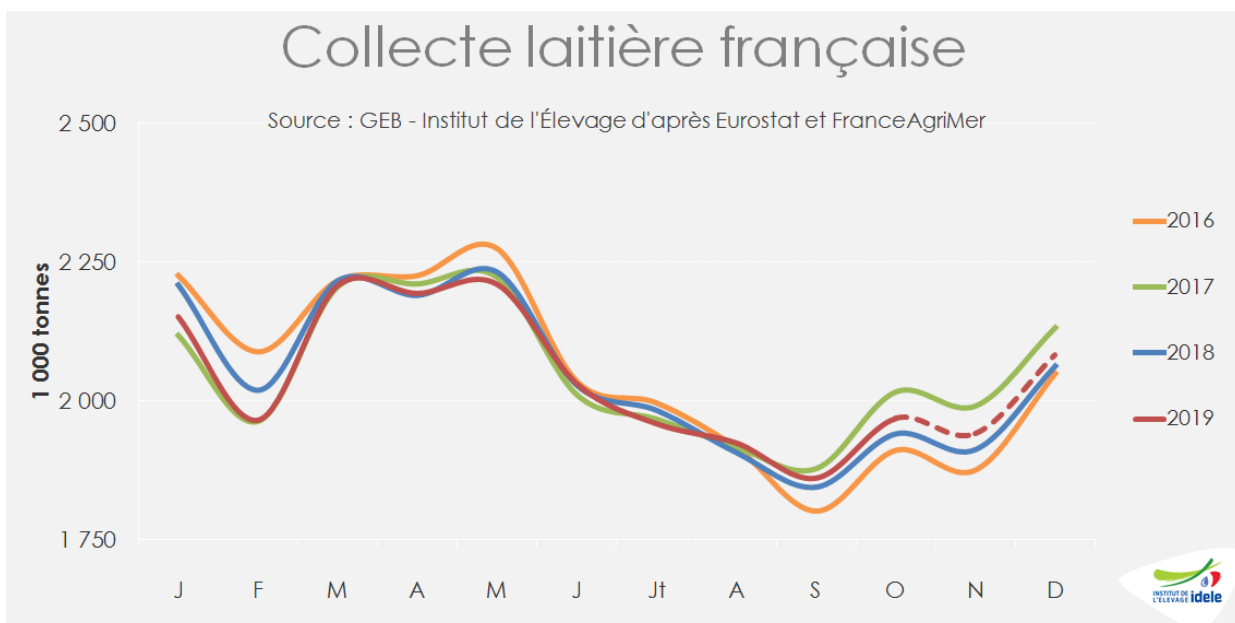
Les collectes laitières française et allemande terminent l'année en hausse mais avec des cheptels en recul prononcés. Les grands producteurs du nord de l'Europe (Danemark, Royaume-Uni, Irlande) connaissent un passage vide plus ou moins prolongé alors que la production néerlandaise rebondit et que le sud de l'Europe (Espagne, Italie) poursuit une tendance haussière.

France : rebond de la production en fin d'année

Après avoir été affectée par la sécheresse estivale, la collecte laitière française poursuit son redressement entamé au mois d'août. Favorisée par des conditions météorologiques douces et humides, la production herbagère a permis une progression qui se chiffre à environ +1,5% /2018 en novembre d'après les sondages hebdomadaires de FranceAgriMer. Le dernier mois de l'année devrait suivre la même tendance avec une hausse estimée à environ +1% en décembre d'après les sondages hebdomadaires de FranceAgriMer. Les volumes demeurent toutefois inférieurs à ceux de 2017, et même des années 2013, 2014 et 2015. En somme, la collecte annuelle devrait retrouver son niveau de 2018, après un fort recul au 1^{er} semestre.



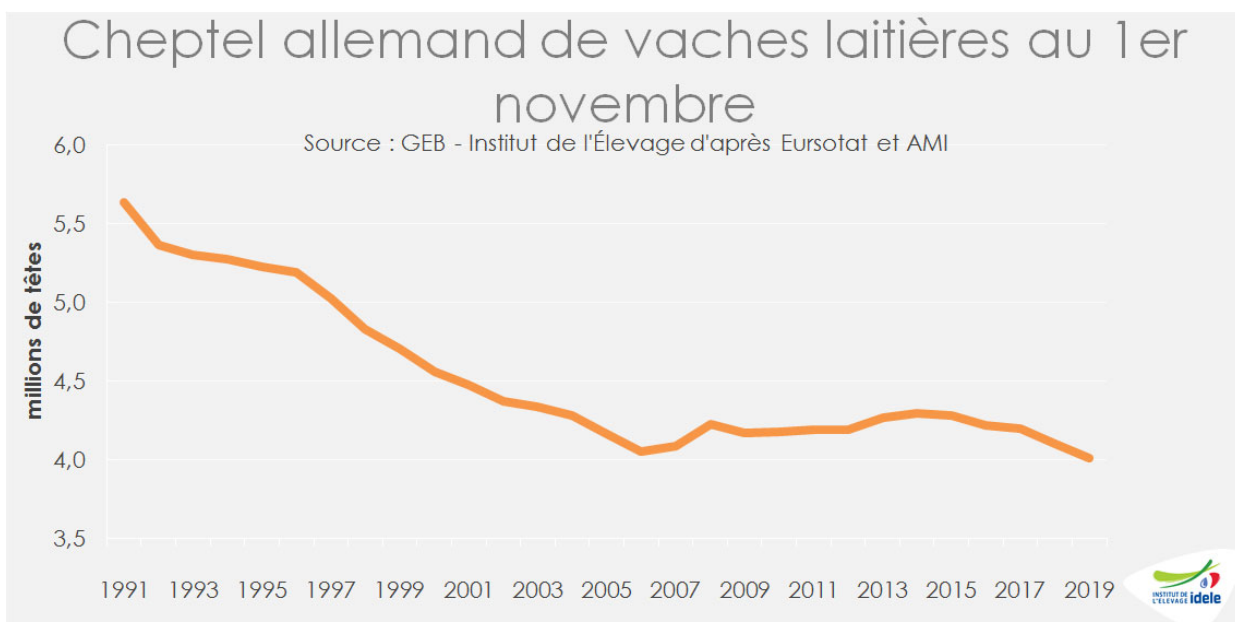
Cette forte reprise de la production au 2nd semestre s'est faite malgré un cheptel national très réduit au dernier trimestre. La hausse saisonnière du nombre de vaches laitière a été très limitée en 2019 (+44 000 têtes en 3 mois contre +69 000 en 2018 et +74 000 en 2017). La hausse a été faible en septembre (-1,3% /2018) et en octobre (-1,5%) avant que le cheptel ne se stabilise au 1^{er} décembre à 3,66 millions de têtes (-1,4% /2018), grâce à des réformes peu nombreuses qui ont compensé le peu d'entrées en production de génisses.



Allemagne : nouvelle forte baisse du cheptel laitier

La collecte allemande a enregistré un rebond en décembre avec une hausse estimée à +1% /2018 d'après les données hebdomadaires de ZMB. Cette progression devrait permettre au cumul annuel de rejoindre le niveau de l'année précédente (31,7 millions de tonnes), après un premier semestre en recul (-0,5% /2018).

Comme en France, cette stabilisation de la production s'est réalisée avec un cheptel en recul prononcé. La décapitalisation du cheptel laitier se poursuit à un rythme prononcé en Allemagne. Au 1^{er} novembre 2019, le nombre de vaches laitières avait reculé de 82 000 en un an (-2,2% /2018). En deux ans, le repli du cheptel se chiffre à -4,5%, soit 188 000 têtes de moins et atteint un niveau historiquement bas à 4,011 millions de vaches laitières. Ce repli touche tous les Länder, notamment les deux premiers en production laitière, la Bavière (-2,3% /2018) et la Basse Saxe (-2% /2018).



Le tassement du cheptel s'accompagne d'une baisse du nombre des exploitations laitières (-4,6% /2018) qui passe sous la barre des 60 000 élevages. Les ateliers de plus de 200 vaches sont les seuls à progresser et détiennent 29% du cheptel laitier national.

Des évolutions contrastées dans le reste de l'Union européenne

Les autres pays membres de l'Union européenne affichent des évolutions divergentes. En Pologne, après un été morose, la production poursuit sa tendance haussière et devrait afficher une hausse d'environ 2% sur l'année. Les collectes italienne et espagnole terminent également l'année en hausse par rapport à 2018, après un premier semestre difficile. La situation néerlandaise s'améliore par rapport aux bas niveaux enregistrés en 2018 et le redressement entamé en août limitera le recul de la collecte annuelle à moins de 1% /2018.

A l'inverse, après un premier semestre très dynamique, la production britannique a enregistré en novembre son deuxième mois consécutif de recul, conséquence d'une moindre distribution de concentrés qui s'explique par des stocks de fourrages abondants. La production irlandaise semble également poursuivre une tendance baissière sur la seconde moitié de la campagne entamée en septembre.

Au total, en novembre, la production européenne afficherait une progression comprise en 0,5% et 1%. Sur 11 mois, la collecte serait en hausse d'environ 0,5%.

Lait de vache » Collecte laitière »

Evolutions contrastées dans les principaux bassins exportateurs

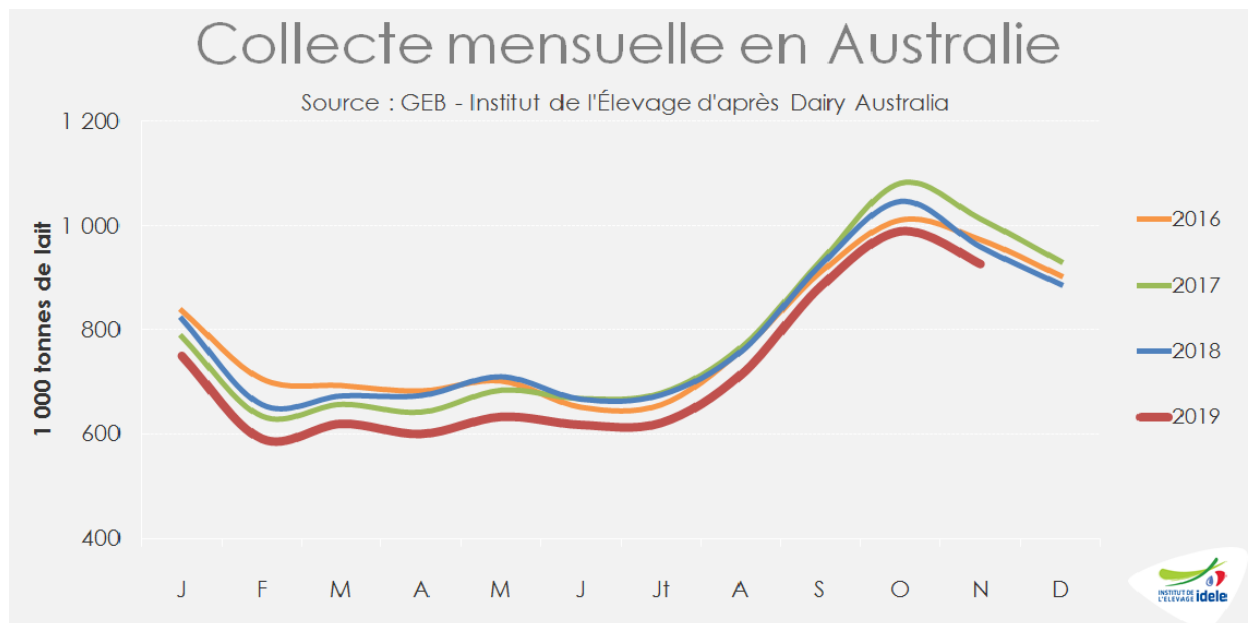
Entre les incendies en Australie et les conditions météorologiques capricieuses en Nouvelle-Zélande, la production des îles semble avoir peu progressé fin 2019. A l'inverse, les rebonds enregistrés depuis l'été aux États-Unis et en Argentine se prolongent, et compensent le repli océanien.

La situation laitière s'aggrave en Australie

Après avoir connu trois années de sécheresse, l'Australie subit depuis novembre dernier des incendies dévastateurs. Atteints par des températures élevées et un environnement desséché, les feux ont rapidement progressé et ont provoqué le décès de 24 personnes, dont deux éleveurs laitiers, en brûlant une surface estimée à 6 millions d'hectares, soit deux fois la superficie de la Belgique.

Concentrés dans le Sud-est de l'île, les incendies ont commencé à toucher les principales zones de production laitière, concentrées dans le sud de l'État de Nouvelle Galle du Sud et dans le nord de l'État de Victoria. Plusieurs fermes ont été atteintes par les flammes qui ont décimé des troupeaux. Plusieurs milliers de bovins et d'ovins seraient morts. L'impossibilité d'emprunter de nombreux axes de circulation touche d'autres élevages qui ne sont plus collectés ni approvisionnés en aliments du bétail.

Mises à mal par les sécheresses successives ayant entraîné une forte hausse du prix des aliments et de l'eau d'irrigation, les faibles trésoreries de nombreux éleveurs limitent également les marges de manœuvres. De plus, la forte demande de viande bovine au niveau international, qui tire les prix australiens à la hausse, encourageant certains éleveurs laitiers à décapitaliser. Aucune laiterie n'aurait encore été touchée, mais le manque d'approvisionnement commence parfois à se faire sentir.



Cette nouvelle catastrophe devrait aggraver une situation laitière déjà préoccupante, au moment où le gouvernement s'apprête à publier un plan de relance de la filière laitière nationale. Après avoir atteint un point haut en 2015, la production a fortement chuté en 2016 puis en 2019, soit un recul de 13% en 4 ans. En début de campagne 2019/20, le cheptel laitier australien était déjà en recul de 7% /2018.

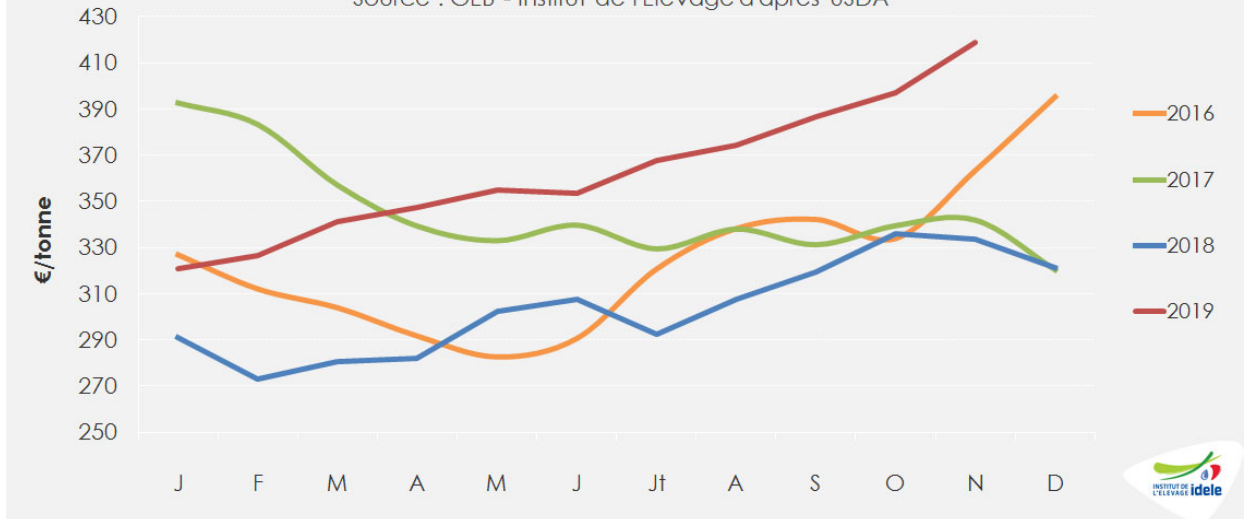
Poursuite de la hausse du prix du lait aux États-Unis

Le rebond automnal (+1,3% /2018 en septembre et +1% en octobre) de la production laitière étatsunienne s'est émué en novembre (+0,5% /2018). Sur les 11 premiers mois, elle a faiblement progressé (+0,3% /2018), après un premier semestre atone. Sa croissance devrait poursuivre sa croissance début 2020.

Car les prix du lait atteignent les niveaux les plus élevés depuis 2014. Le prix du lait toutes classes affiche en effet 419 €/t en novembre (+22% /2018). Tirés par les cours du cheddar, le prix de la classe III, principal composante du prix global, affiche même en décembre un niveau supérieur de 40% à celui de 2018. La production de cheddar poursuivant sa tendance baissière, le prix du lait aux États-Unis devrait rester élevé dans les mois à venir.

Prix du lait toutes classes (€/t)

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après USDA

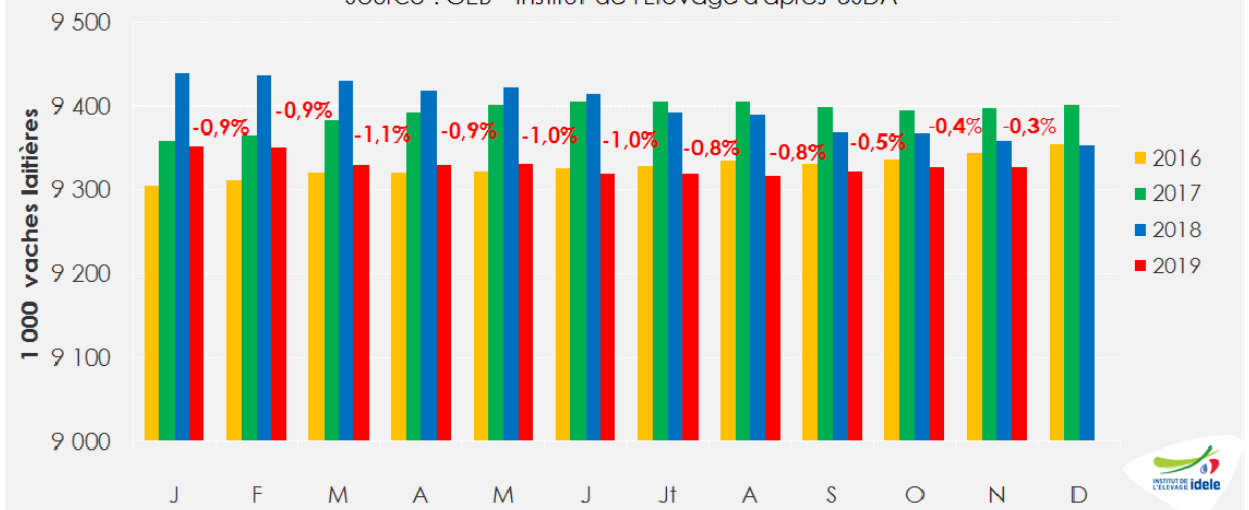


De tels prix du lait permettent dans un premier temps aux éleveurs de regonfler leur trésorerie avant d'envisager une hausse de production. Profitant de la moindre hausse des prix de l'alimentation animale, la marge sur coût alimentaire a encore progressé en novembre, atteignant 269 \$/t, son plus haut niveau depuis 2014. La qualité de l'alimentation, compte tenu des conditions de semis, pourrait cependant freiner une hausse de production.

Les éleveurs laitiers semblent en tous cas prêts à produire plus. Après avoir progressé de 10 000 têtes entre août et octobre, le cheptel national de vaches s'est stabilisé en novembre, à 9,331 millions de têtes. La décapitalisation semble stoppée et l'écart avec 2018 s'est donc réduit à -0,3% en novembre contre encore -1% en juin.

Evolution du cheptel étatsunien

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après USDA



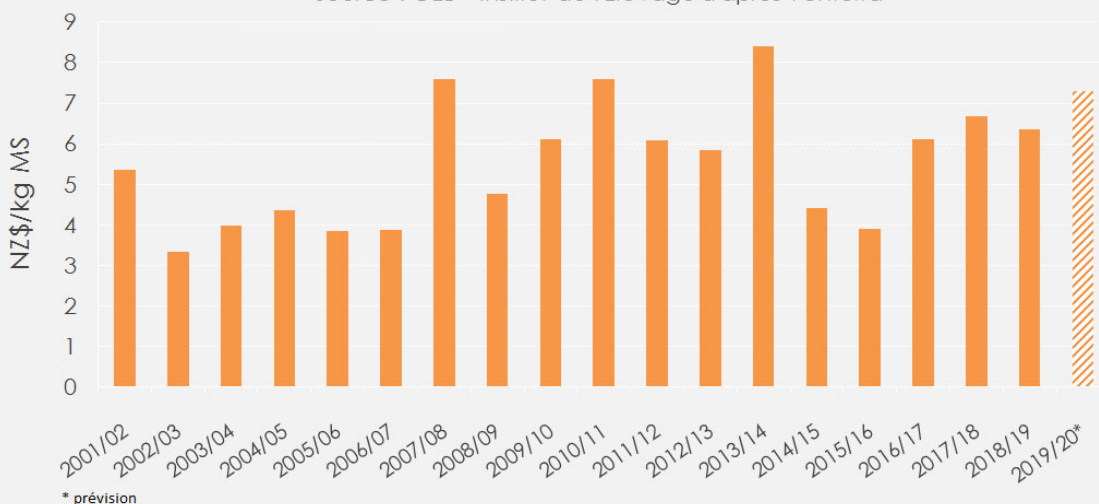
Nouvelle-Zélande : hausse du prix prévisionnel de Fonterra

Après avoir connu en octobre un pic annuel écorné par le printemps frais, qui a fait reculer le cumul des 5 premiers mois de la campagne 2019/20 (-0,7% /campagne précédente), la production néozélandaise est entrée en novembre dans sa période de baisse saisonnière, avec une relative stabilité par rapport à 2018 (+0,3%/2018 et -0,4% sur les 6 premiers mois de la campagne 2019/20). L'évolution de la production sur la seconde partie de la campagne dépendra essentiellement des conditions météorologiques mais les livraisons auront du mal à égaler les niveaux record de l'année dernière.

Face à une demande internationale dynamique et des cours bien orientés, Fonterra a relevé sa fourchette de prix prévisionnel moyen pour la campagne 2019/20. Avec une moyenne de 7,30 \$/kg MS, il s'agirait du prix le plus élevé depuis la campagne 2013-2014.

Prix du lait payé par Fonterra à ses livreurs

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Fonterra

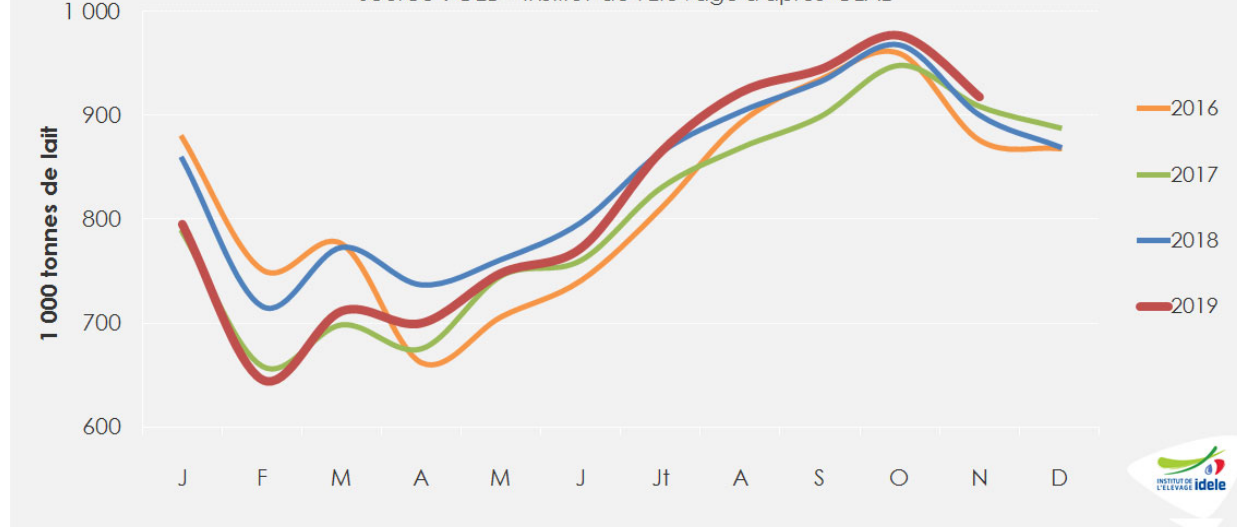


Argentine : poursuite du rétablissement de la production

Après un 1^{er} semestre catastrophique (-8% /2018), la production argentine enregistre depuis août un rebond, poussé par les prix du lait élevés. Avec une hausse de 1,9% /2018 en novembre, la production sur les 11 premiers mois de l'année ne recule plus que de 2,3% /2018. Mais le début 2020 devrait être marqué par une consommation peu dynamique, compte tenu des difficultés économiques, et par les incertitudes politiques, avec la prise de fonction en décembre 2019 du nouveau président argentin.

Collecte laitière en Argentine

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après CLAL



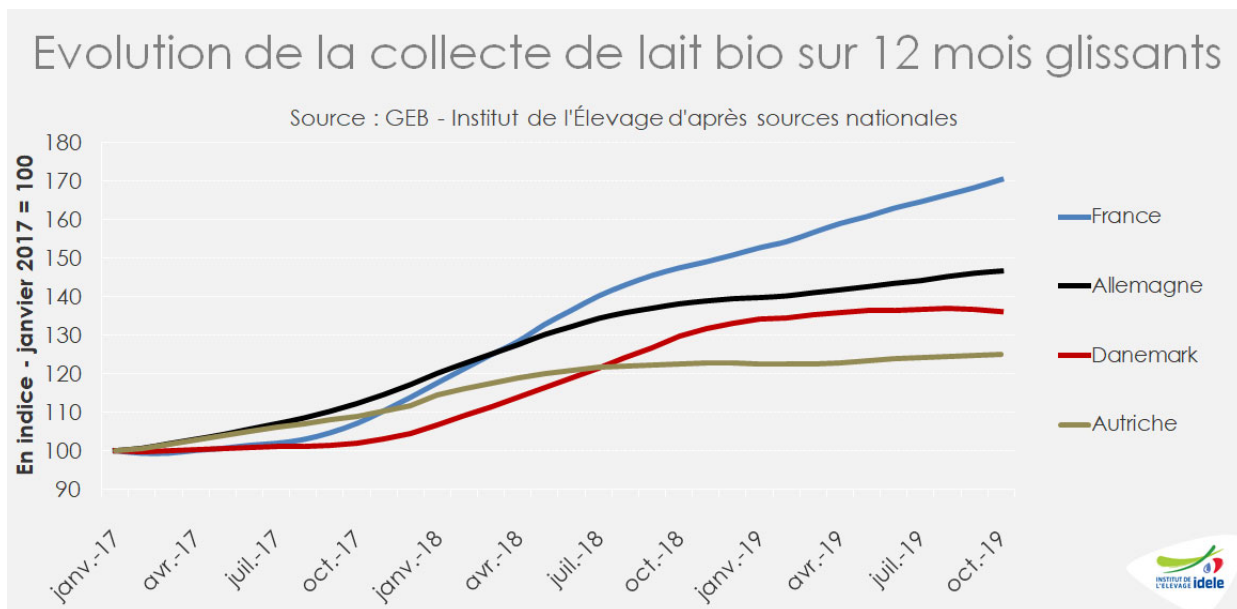
Avec une collecte européenne positive au 4^{ème} trimestre, la croissance agrégée des 5 principaux exportateurs a été relativement dynamique sur les derniers mois de 2019 et sur les 11 premiers mois, stable par rapport à 2018.

Lait de vache » Collecte laitière »

Lait bio toujours dynamique en France

L'afflux de conversion à l'agriculture biologique, suite à la crise laitière de 2016, a boosté la production de lait bio en 2017 et 2018. Parmi les 4 principaux pays producteurs, seule la France poursuit une croissance à deux chiffres sur 2019. Et le paradoxe français ne s'arrête pas là : il s'agit également du seul pays où le prix du lait se maintient !

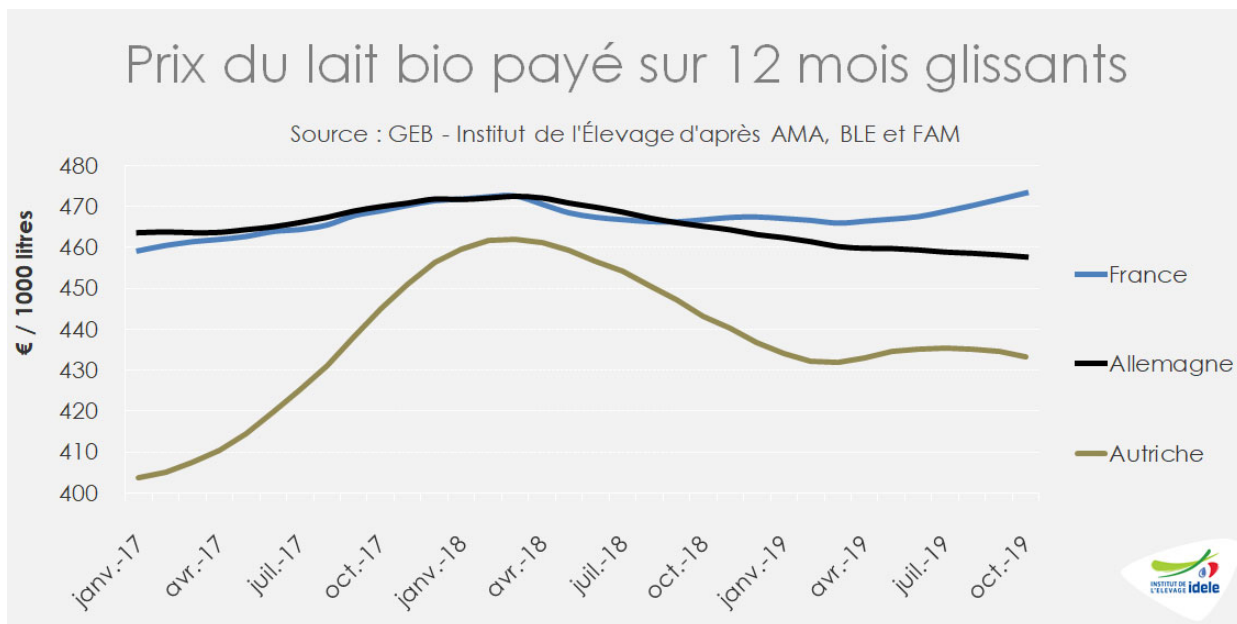
La collecte de lait bio croit plus vite en France



Fin octobre 2019, la collecte française de lait de vache biologique sur 12 mois glissants s'établissait à près de 981 000 t, soit une progression de +16% d'une année sur l'autre. Outre-Rhin, à 1 141 000 tonnes sur la même période, elle n'a progressé que de +6%, tandis qu'au Danemark et en Autriche, à respectivement 705 000 et 585 000 t, les croissances n'étaient que de +5% et +2%. Au Danemark, la collecte mensuelle a amorcé un léger repli en septembre (-2% /2018) qui s'est accentué en octobre (-5% /2018).

En trois ans, la collecte sur 12 mois glissants a progressé de plus de 70% en France, de +46% en Allemagne, de +36% au Danemark et de « seulement » +25% en Autriche. Ces quatre pays ont réalisé 58% de la collecte européenne de lait de vache bio en 2018 (UE-28) et les 2/3 de sa croissance entre 2015 et 2018 (+1,5 million de tonnes de lait).

Prix du lait : la France garde le cap



Le prix du lait bio (toutes primes et toutes qualités confondues) payé aux producteurs français s'est relativement bien maintenu tout au long de l'année 2019 malgré les craintes d'excédents qui pesaient sur la filière, particulièrement sur la période de pic de collecte d'avril à juin. Le prix du lait bio sur 12 mois pondéré a approché 473,3 €/1 000 litres fin octobre, dépassant de peu le précédent record (472,6 €/1 000 litres en mars 2018). Il marque ainsi une progression de +6,5 € d'une année sur l'autre qui tranche avec les reculs constatés en Allemagne (-7,5 €, à 458 €/1 000 litres) et en Autriche (-10 € à 433 €/1 000 litres). Pour ce dernier pays, la chute des prix avait déjà été particulièrement marquée à partir d'avril 2018 alors que le prix avait dépassé les 460 €/1 000 litres fin 2017-début 2018.

Au Danemark, le prix d'acompte du lait bio standard (42/34) payé par Arla a été relativement stable tout au long de 2019. A 435,6 €/1 000 litres sur 12 mois glissants fin octobre, il était tout de même en recul de -6 € d'une année sur l'autre. A l'image de l'Autriche, c'est surtout en comparaison de fin 2017-début 2018 que la baisse apparaît flagrante : le prix du lait standard dépassait les 475 €/1 000 litres de novembre 2017 à janvier 2018 !

La filière française bénéficie d'un débouché intérieur captif et dynamique. En revanche, le Danemark et l'Autriche, où la part de lait biologique dans la collecte de lait de vache est plus conséquente (respectivement de 12% et 17%) et supérieure à la demande intérieure, sont tributaires du marché allemand qui, bien que dynamique, ne parvient plus à absorber les excédents de ses deux voisins.

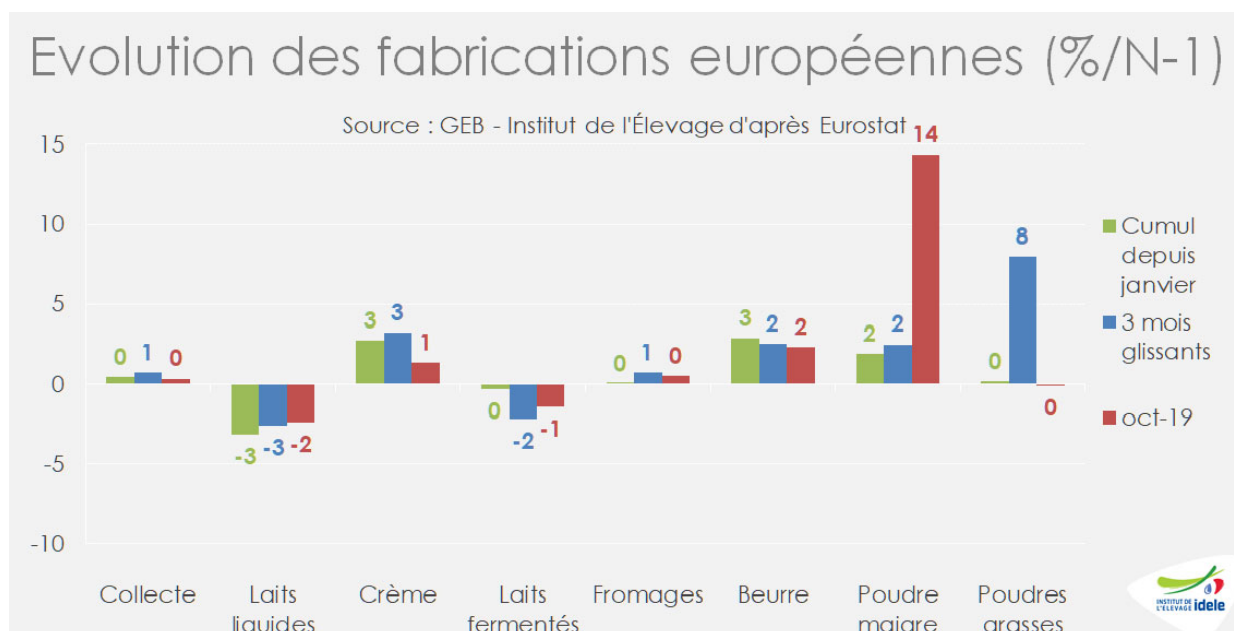
L'UE-28 conforte ses positions sur le marché mondial

La légère croissance de la collecte européenne au 2nd semestre a relancé les fabrications de beurre et de poudre maigre, tandis que celles de fromages ont été stables. L'UE-28 a davantage exporté sur le marché mondial grâce à des fabrications redevenues compétitives et une demande européenne plutôt morose.

Les fabrications européennes de laits conditionnés sont toujours déprimées, sous l'effet d'une demande européenne morose. Sur 10 mois, elles ont chuté de 3% /2018. Les moindres fabrications affectent presque tous les pays, sauf la Pologne (+7%) et les pays baltes. En revanche, les exportations de laits conditionnés sont dynamiques (+17% /2018), principalement en partance d'Allemagne (+35%) le principal expéditeur, devant la Pologne qui a doublé ses expéditions et ainsi dépassé la France (= /2018) ; ces trois pays assurant plus de 60% des expéditions totales.

Les fabrications européennes de laits fermentés se maintiennent à peine (-1% /2018 en octobre et de 0,3% sur 10 mois). Les évolutions sont contrastées selon les pays : croissantes au Royaume-Uni (+6%), en Pologne (+7%) et dans les autres pays de l'Est où la consommation est dynamique ; baissières ailleurs en lien avec l'érosion de la consommation.

Les fabrications européennes de crème sont toujours bien orientées (+1% /2018 en octobre et +2,7% sur 10 mois), dans presque tous les États membres où elles accompagnent le dynamisme de la consommation des ménages. Les exportations européennes de crème et de laits concentrés sur pays tiers progressent modestement (+6% /2018), essentiellement en partance d'Allemagne (+32%), le deuxième expéditeur après les Pays-Bas (=). Ces deux pays réalisent 85% des exportations européennes sur pays tiers.

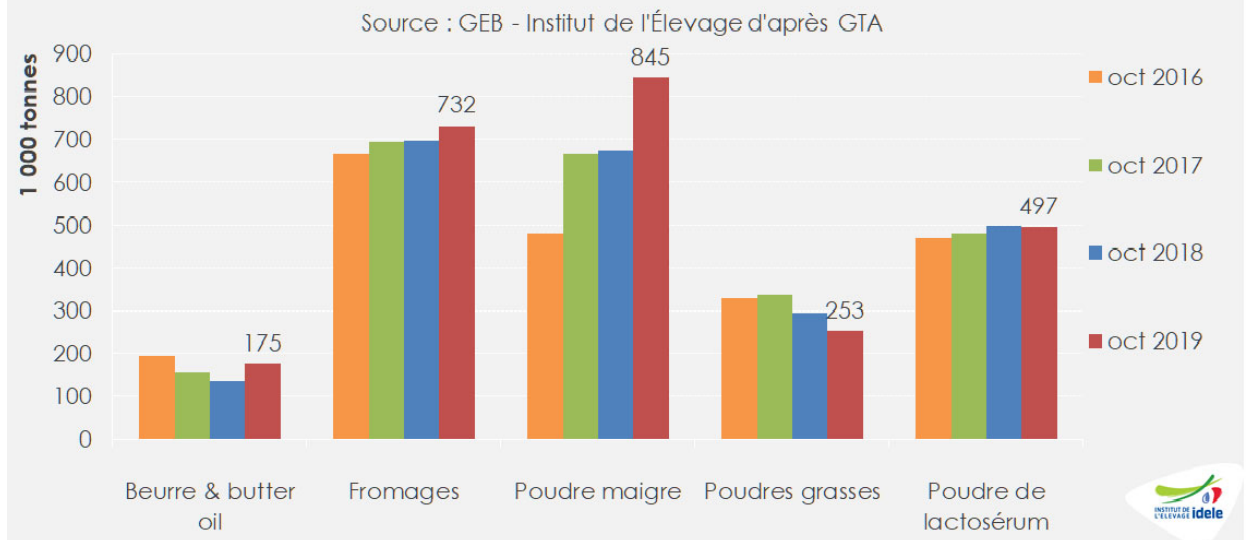


Les fabrications européennes de fromages sont stables en octobre comme sur 10 mois, après un léger sursaut en septembre (+2%). Elles ont progressé dans les principaux producteurs et exportateurs sur pays tiers, à l'exception de l'Italie (-5,5% /2018 sur 10 mois). Elles ont en revanche reculé dans les pays secondaires.

Des exportations de fromages relancées malgré des fabrications stationnaires

Les exportations européennes de fromages, stables au 1^{er} semestre, ont rebondi au 2nd semestre ; soit une hausse de 5% sur dix mois. Les expéditions ont surtout progressé vers le Japon (+9%), les États-Unis (+5%), l'Arabie saoudite (+7%), mais aussi la Chine (+24% à 18 600 t). L'Irlande et l'Italie ont fourni l'essentiel des expéditions supplémentaires (respectivement +15 000 t et +9 000 t sur les 35 000 t supplémentaires), devant l'Allemagne, l'Autriche et la France (respectivement +3 500 t, +3 600 et +2 200 t sur dix mois). L'UE-28 a tiré parti de la bonne demande internationale, aux côtés de la Nouvelle-Zélande et des États-Unis, ces derniers ayant dans le même temps accru leurs importations.

Exportations cumulées depuis janvier de l'UE-28



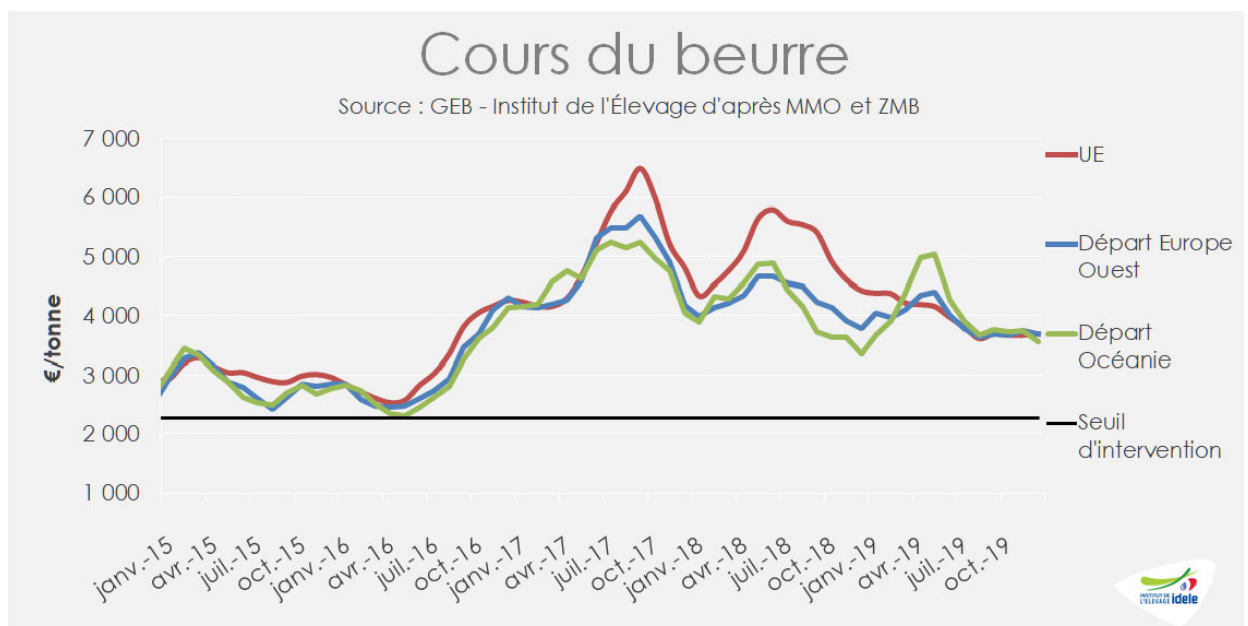
La consommation européenne de fromages, calculée par bilan sur dix mois, a fléchi d'au moins 2% sous l'effet d'exportations dynamiques et d'une nette progression des stocks entreprise de +100 à +120 000 t en un an, à 520 000 t fin octobre (estimations ATLA).

Reprise de fabrications de beurre et rebond des exportations

Les fabrications européennes de beurre sont demeurées croissantes durant l'automne, après avoir été relancées au printemps. Sur dix mois, elles ont progressé de +3%, principalement dans les pays membres à fort dynamisme laitier (Irlande, Pologne, Royaume-Uni). A l'inverse, elles ont fléchi de 10% aux Pays-Bas. Les fabricants européens ont tiré parti de l'amélioration de la compétitivité du beurre européen sur le marché mondial pour relancer leurs exportations, d'autant que la demande européenne en beurre ingrédients a nettement fléchi depuis la flambée des prix en 2017 et 2018.

Sur dix mois, les exportations européennes de beurre ont bondi de +35% /2018 (celles de *butter oil* sont demeurées stables) et ont ainsi dépassé le niveau correct de 2017, mais sans égaler le haut niveau de 2016. Elles ont surtout progressé en partance d'Irlande (+60% /2018) et secondairement de Belgique et des Pays-Bas (via les ports d'Anvers et Rotterdam). Les principales destinations sont les États-Unis (+26%), confrontés à une baisse des disponibilités, la Chine (+36%) et le Japon (+65%).

Depuis le printemps, l'UE a bénéficié des moindres disponibilités en Océanie et aux États-Unis. Le cours du beurre au départ d'Europe de l'Ouest est devenu très compétitif en s'alignant sur celui en partance de Nouvelle-Zélande. Et depuis cet été les cours du beurre échangé sur le marché européen sont d'une étonnante stabilité aux alentours de 3 700 €/t.



Après s'être étoffés au 1^{er} semestre, lors de la traditionnelle hausse saisonnière, les stocks européens de beurre dans les entreprises ont reflué au 2nd semestre, mais demeurent relativement élevés, supérieurs de 30 000 t d'une année sur l'autre d'après les estimations ATLA (180 000 t fin octobre) Calculée par bilan, la consommation européenne de beurre aurait reculé de 1% sur les dix premiers mois de 2019.

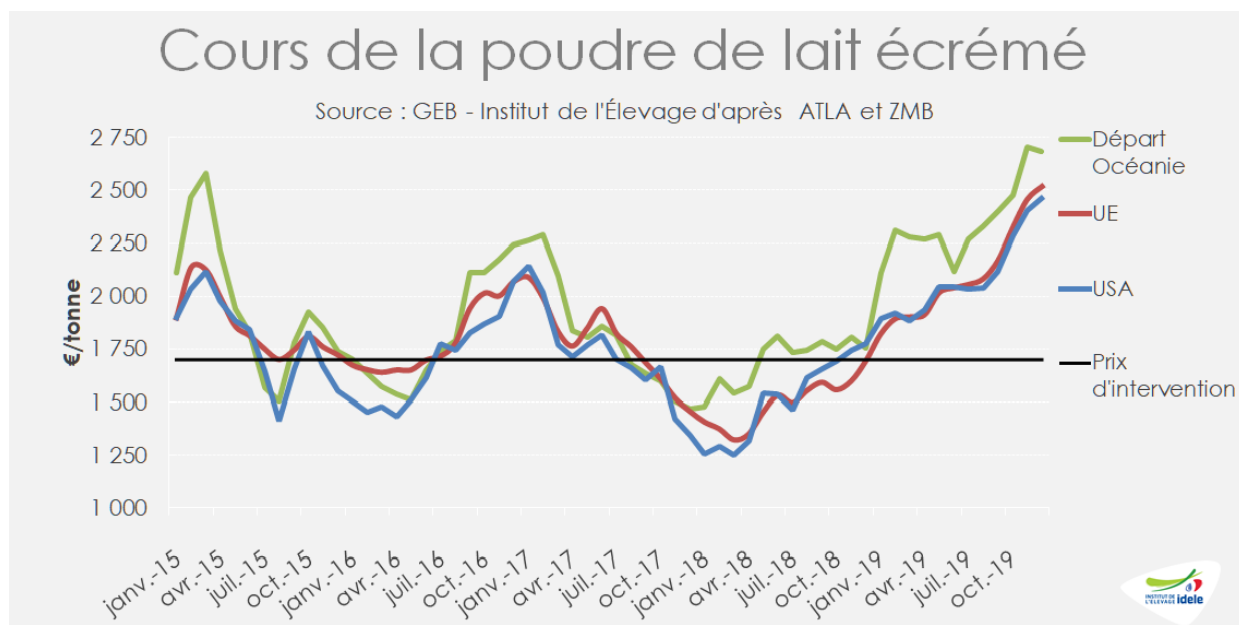
Prédominance renforcée sur le marché mondial de la poudre maigre

Relancées en mai, les fabrications européennes ont progressé (+3,5% /2018 sur six mois), principalement en Irlande et au Royaume-Uni, en lien avec la croissance de la collecte, mais aussi en France (+7% /2018 sur 10 mois) malgré une collecte au mieux stationnaire. A l'inverse, elles ont chuté en Allemagne (-7% au profit des fromages) et aux Pays-Bas (-10%).

Les stocks européens de poudre maigre dans les entreprises ont aussi considérablement fondu, de près de 200 000 t en un an, tombant à moins de 100 000 t cet automne selon ATLA, soit un niveau exceptionnellement faible.

L'UE-28 a fourni l'essentiel des volumes supplémentaires échangés sur le marché mondial et largement compensé le tassement des expéditions états-uniennes. Les exportations européennes sur pays tiers ont bondi de +26% /2018. Elles ont surtout progressé en partance d'Irlande, de France, mais aussi de Belgique et des Pays-Bas. L'UE-28 a accru ses expéditions sur les grandes destinations, à l'exception de l'Algérie (-29%), en premier lieu vers la Chine (+47% à 111 600 t), devenue la première destination.

Avec des stocks désormais au plus bas, et une collecte européenne peu dynamique, les disponibilités et donc les exportations européennes de poudre maigre devraient marquer le pas dans les prochains mois. Après avoir bondi de près de 50% en un an, le cours de la poudre maigre dans l'UE, qui a dépassé le seuil de 2 500 €/t en décembre, devrait continuer de s'apprécier, et pourrait approcher voire franchir le seuil de 3 000 €/t d'ici l'été prochain.

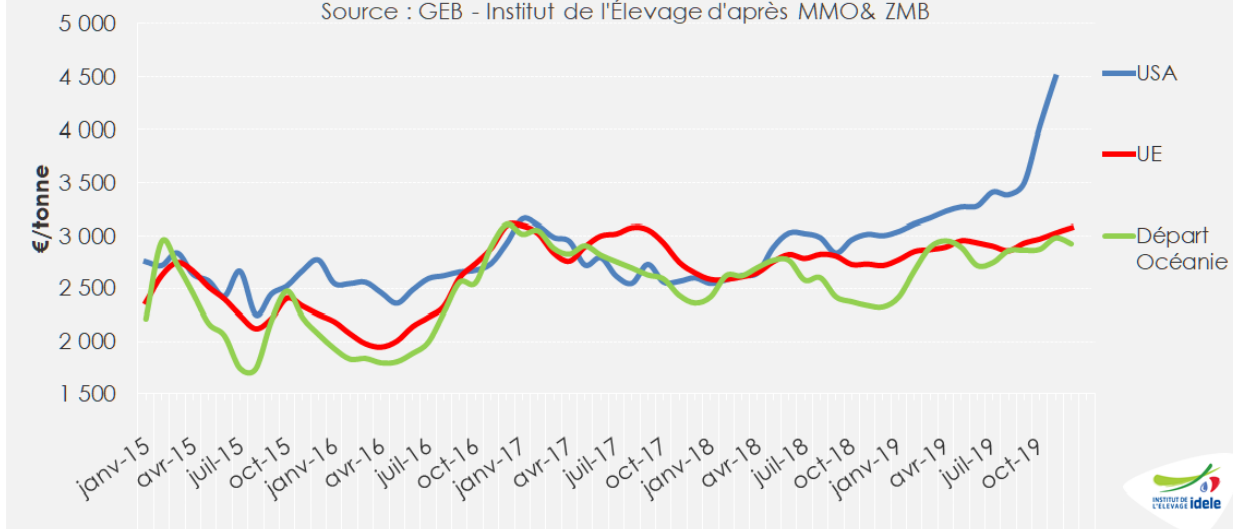


Rétablissement des fabrications de poudres grasses

Les fabrications européennes de poudres grasses, très ralenties au 1^{er} trimestre, ont repris au printemps, puis fortement progressé d'un été à l'autre, avant de retrouver au 4^{ème} trimestre le niveau modéré de 2018. Cumulées sur 10 mois, elles ont stagné d'une année sur l'autre. La croissance significative des fabrications au Danemark et aux Pays-Bas, deux fabricants majeurs, a compensé les ralentissements en Allemagne, en Belgique et en France, les trois fabricants suivants par ordre d'importance. Depuis le printemps, les fabrications européennes sont redevenues compétitives. Le prix des poudres grasses échangées sur le marché européen est désormais aligné sur celui des échanges mondiaux. En 6 mois, le cours européen a progressé modestement de presque 100 €/t à 3 080 €/t.

Cours de la poudre grasse

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après MMO& ZMB



Ralenties au 1^{er} semestre, les exportations européennes ont logiquement repris au 2nd semestre, sans pour autant compenser le recul du début d'année. Les exportations cumulées sur dix mois ont ainsi reculé de 14% /2018. Dans le même temps, la Nouvelle-Zélande a conforté sa position de leader en fournissant désormais $\frac{3}{4}$ des échanges mondiaux.

Le cours français démarre 2020 à des niveaux élevés

Le marché français de la viande ovine démarre l'année 2020 avec un cours de l'agneau élevé, révélateur de disponibilités limitées.

Comme chaque début d'année, les agneaux issus du bassin laitier vont venir gonfler les abattages nationaux, mais le marché ne devrait pas pour autant s'alourdir outre mesure, les envois britanniques étant prévus en retrait.

Viande ovine » France »

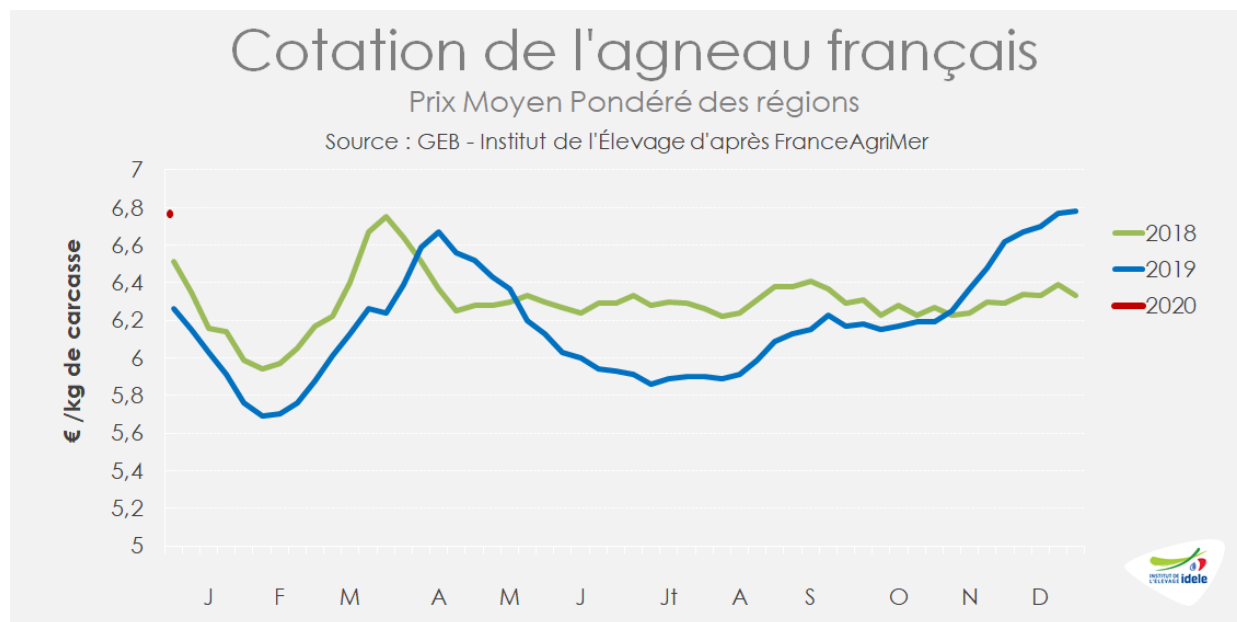
Un marché français allégé en ce début d'année

Malgré l'arrivée saisonnière d'agneaux issus du bassin laitier et un léger regain des achats de viande ovine néozélandaise en ce début d'année, le marché devrait rester assez peu encombré du fait d'un repli très probable des envois britanniques.

Le cours de l'agneau français reflète un marché dégagé

Le cours de l'agneau français n'a cessé de s'apprécier pendant les fêtes de fin d'année : à 6,78 €/kg en semaine 1 de 2020 (se terminant le 5 janvier), il entame l'année à un niveau particulièrement élevé (+0,52 €/ 2019).

Face à une demande alors plus active durant les fêtes, les abattages ont de nouveau été orientés à la hausse en novembre, mais les achats de viande ovine ont parallèlement baissé, occasionnant des disponibilités en retrait, propices à une progression de la cotation.



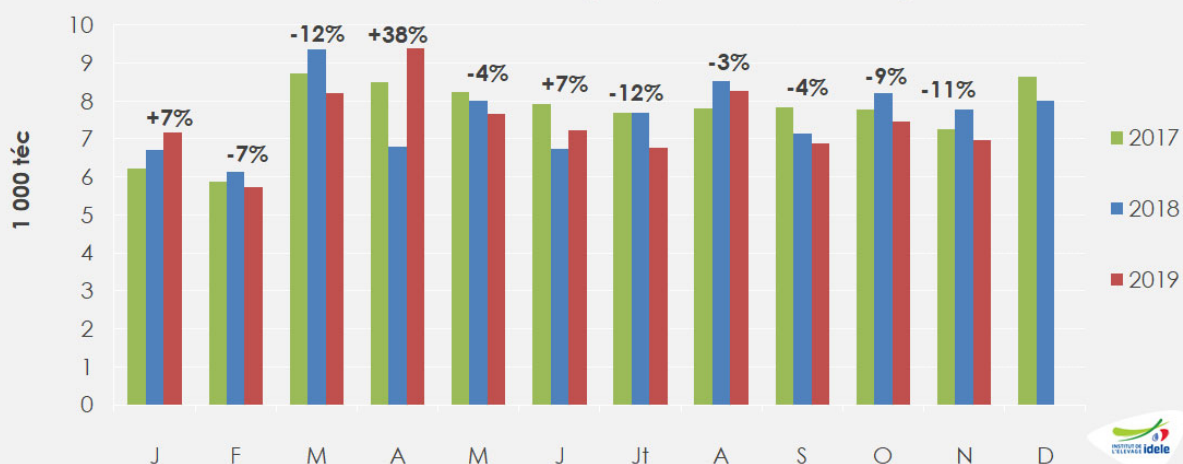
Début 2020, le cours français devrait entamer sa baisse saisonnière, du fait de sorties des agneaux de race laitière plutôt nombreuses cette année. L'Espagne aurait été peu achetée d'agneaux de lait fin 2019. Un regain des envois néozélandais de viande ovine devrait venir s'ajouter au disponible français courant janvier, parallèlement à des importations de viande ovine britannique, toutefois attendues en baisse.

La baisse des importations françaises de viande ovine s'accroît

Après déjà plusieurs mois orientées à la baisse, les importations totales de viande ovine ont reculé davantage en novembre, de -11% / 2018 à 6 700 téc. Cette diminution des importations s'explique en partie par le recul de plus en plus prononcé des envois de viande ovine britannique. En effet, si ces envois étaient particulièrement dynamiques une bonne partie de l'année, ceux-ci ont été stables en septembre, d'une année sur l'autre, puis n'ont cessé ensuite de baisser (-7% en octobre et -12% en novembre). Le recul des achats de viande néozélandaise s'est poursuivi en novembre (-25%), tandis que l'Irlande et l'Espagne ont augmenté leurs envois vers la France, respectivement de +4% et +12%.

Importations françaises de viande ovine

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après les Douanes françaises

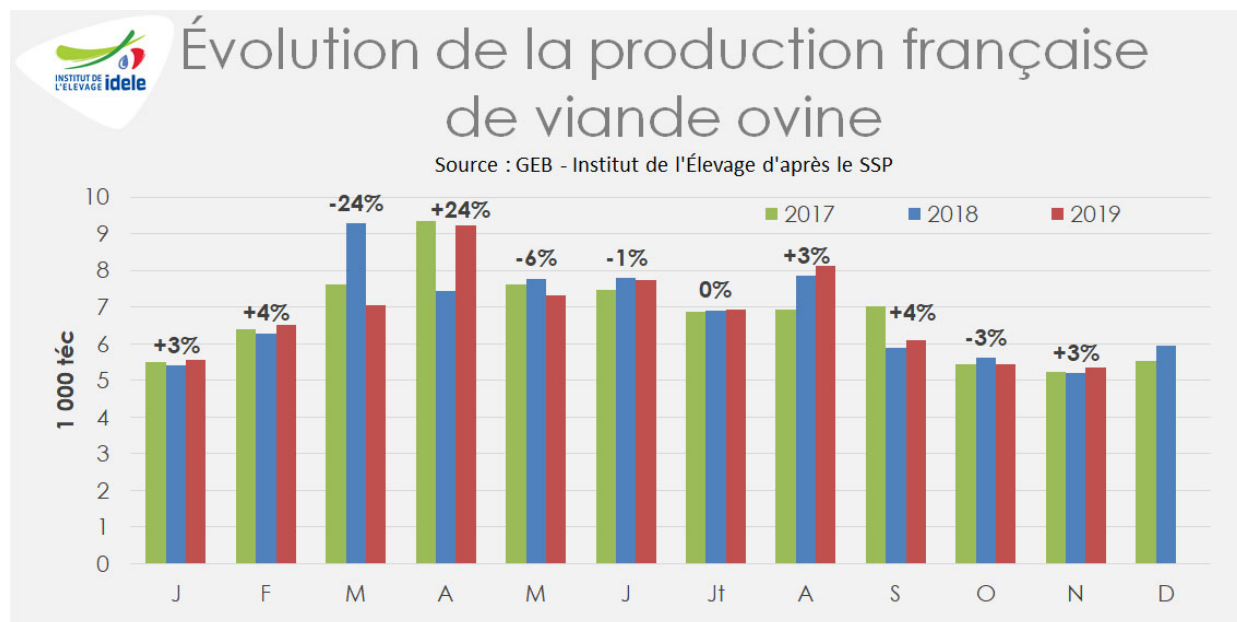


Pour 2020, les importations françaises de viande ovine seront probablement baissières : les envois britanniques sont prédits en recul et la Nouvelle-Zélande, de par la forte demande internationale et la baisse imminente de l'offre australienne, se détournerait plus encore de l'Union européenne.

Des abattages en légère hausse à l'approche des fêtes

La production nationale de viande ovine a connu un regain en novembre, face à une demande plus active et des importations en recul. Elle est alors enregistrée en hausse de +3% d'une année sur l'autre, avec une progression de +3% pour les agneaux (+6 900 têtes) et de +2% pour les réformes (+800 têtes). Stable pour les agneaux, le poids de carcasse est en nette hausse pour les réformes (+4% soit +1,0 kg), dont les sorties ont été fortement ralenties cette année.

Sur 11 mois, on comptabilise une baisse de -0,7% des abattages totaux, soit en moyenne 27 000 têtes de moins.



La consommation estimée par bilan est stable sur 11 mois d'une année sur l'autre. Les achats du panel Kantar, qui mesurent les achats de viande ovine par les ménages français (hors RHD et hors viande ovine présente dans les plats élaborés), sont toujours négatifs sur la même période.

La hausse des envois de viande ovine se poursuit en novembre

Amorcée en octobre, la reprise des exportations de viande ovine s'est prolongée en novembre (+4% /2018). De fortes hausses des expéditions vers l'Espagne et le Danemark, entre autres, ont plus que compensé les moindres flux vers deux principaux clients : l'Italie (-12%) et la Belgique (-15%),

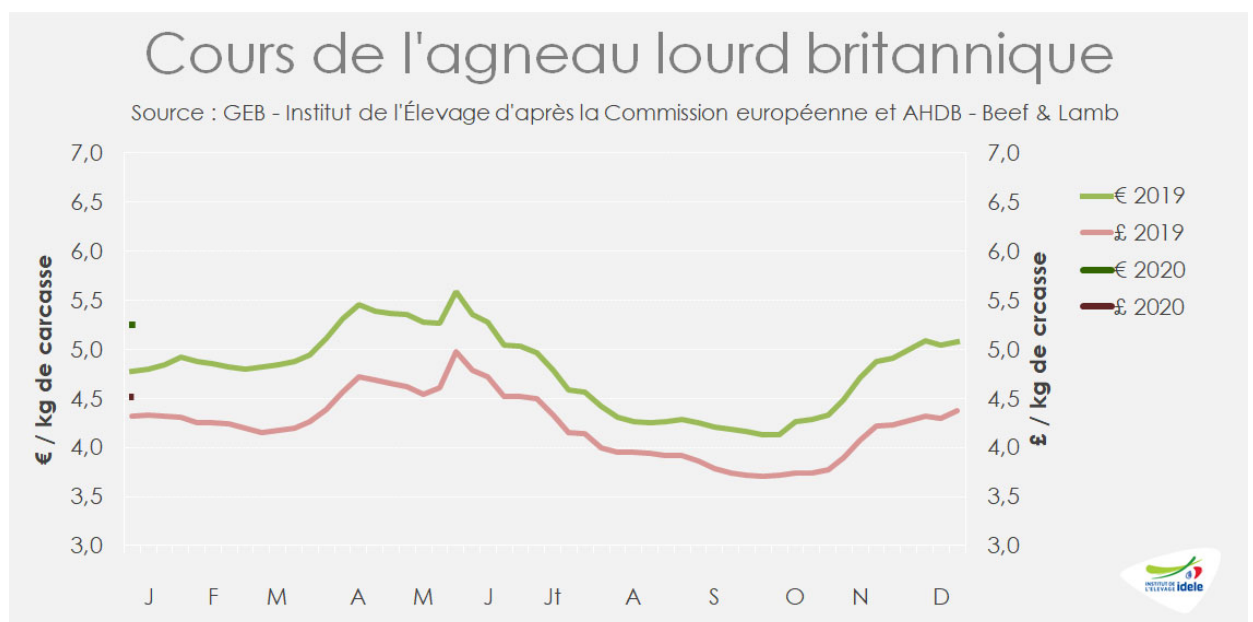
L'offre mondiale recule face à une demande très dynamique

Face à une demande chinoise croissante, la Nouvelle-Zélande délaisse le marché européen. Ce retrait pourrait permettre au Royaume-Uni et à l'Irlande européens de reprendre des parts de marché à la Nouvelle-Zélande. Mais ces deux pays manquent de disponibilités pour y parvenir.

ROYAUME-UNI : la baisse des disponibilités soutient le cours de l'agneau britannique

En 2019, la production intérieure du Royaume-Uni a été plus élevée et les poids des carcasses ont augmenté, grâce à de bonnes conditions de finition pendant l'été. En moyenne sur 2019, le cours de l'agneau britannique a subi une baisse de -0,47 €/kg d'une année sur l'autre. Les incertitudes liées au Brexit expliquent cette franche diminution, qui a indirectement impacté de nombreux pays européens. Le cours s'est toutefois relevé à partir de la mi-octobre pour atteindre 4,50 £/kg la première semaine de 2020, légèrement plus que début 2019 (4,32 £/kg).

En 2020, la production britannique reculerait en raison d'une baisse des effectifs de reproducteurs. L'offre mondiale devrait demeurer faible, auquel cas les importations diminueraient encore. Le Royaume-Uni pourrait théoriquement gagner des parts de marchés dans l'UE-27 aux dépens de la Nouvelle-Zélande (tournée vers la Chine), mais ce grand exportateur ne semble pas en mesure d'augmenter ses envois, après une année 2019 particulièrement compliquée (offre britannique aujourd'hui restreinte).



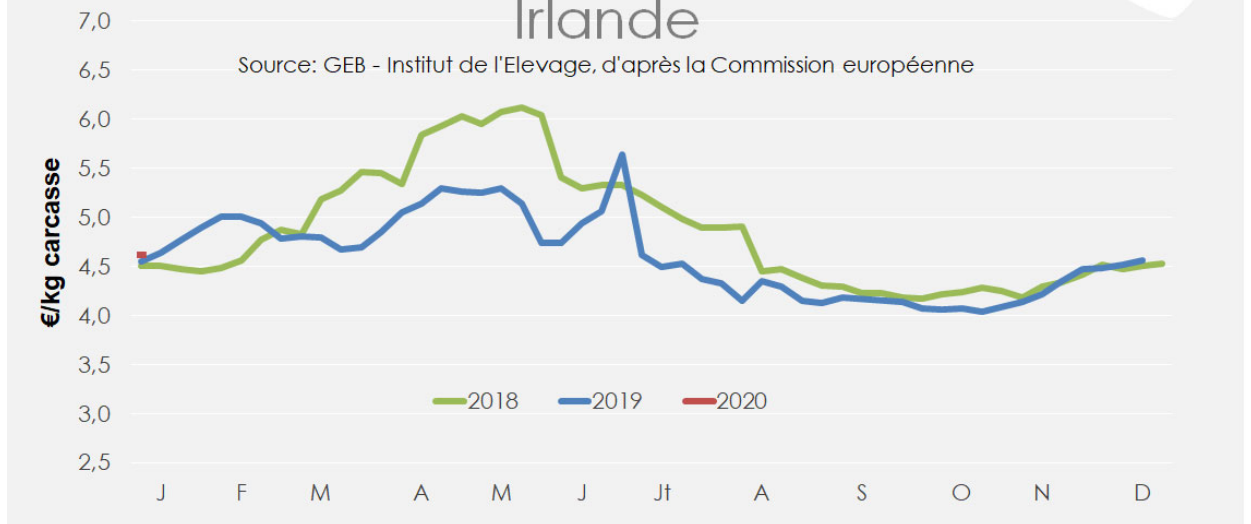
Passé le 31 janvier 2020, date officielle de sortie de l'UE, le Royaume-Uni continuera d'appliquer les règles européennes et d'accéder librement au marché européen jusqu'au 31 décembre 2020. Pendant cette période, les négociations entre Bruxelles et Londres porteront sur la future relation commerciale entre le Royaume-Uni et l'UE, comprenant le devenir du contingent tarifaire d'importation de viande ovine en provenance de Nouvelle-Zélande. Le scénario probable est une répartition équitable entre l'UE-27 et le Royaume-Uni, soit 114 000 t chacun.

IRLANDE : le cours démarre bien l'année

Après avoir dépassé légèrement ses niveaux de 2018 et 2017 fin 2019, la cotation de l'agneau irlandais démarre l'année à 4,64 €/kg en semaine 1 (se terminant le 5 janvier), légèrement au-dessus des années précédentes, soit 0,11 €/kg de plus d'une année sur l'autre.

Les abattages d'agneaux sont en légère hausse la première semaine de 2020 tandis que les abattages de réformes sont en net retrait : respectivement +1% (+260 têtes) et -18% (-1 300 têtes). L'année 2020 démarre donc lentement, à l'image de la production irlandaise de viande ovine en 2019.

Cotation de l'agneau lourd en Irlande



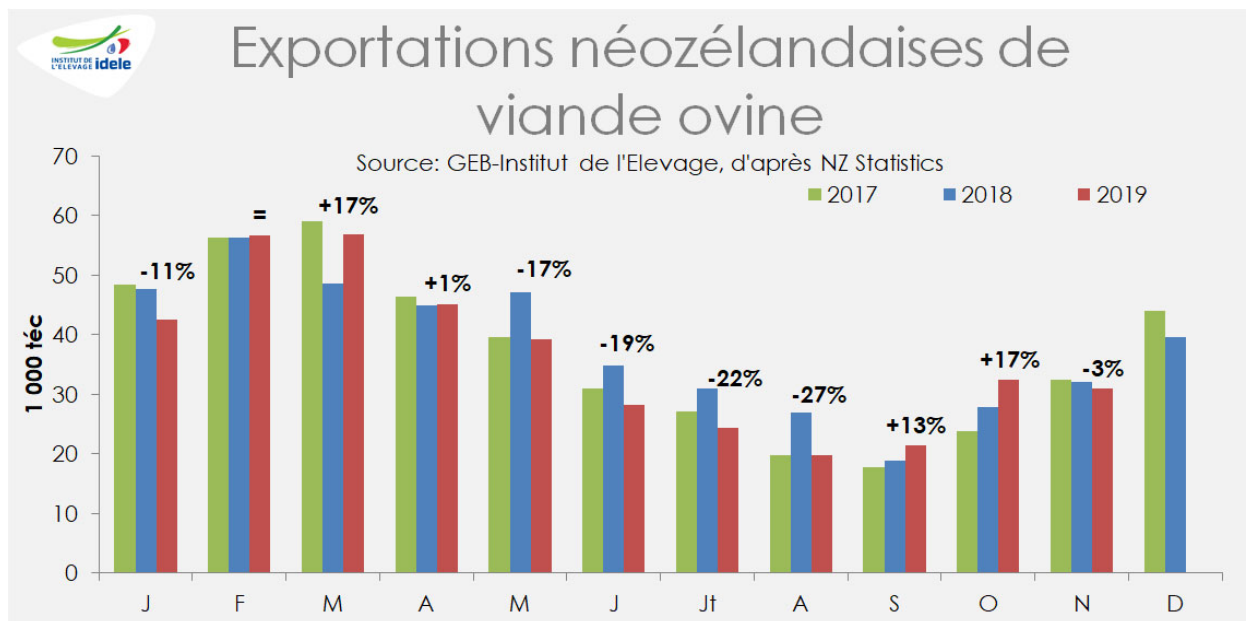
L'Irlande estime une baisse de ses envois de viande ovine à hauteur de -3% en 2019 (selon les estimations de Bord Bia), totalisant 54 800 t exportées. Ce serait le résultat, entre autres, d'une hausse conséquente des ventes vers le Royaume-Uni (+7%) et d'une baisse inversement proportionnelle vers la France (-7%). Les envois supplémentaires vers le Royaume-Uni étaient majoritairement constitués de viande issue de réformes dans le but de se substituer, au moins partiellement, aux envois néozélandais de viande d'ovins adultes, en net retrait cette année.

La baisse de la production due aux manifestations des éleveurs irlandais à partir d'août a sérieusement réduit le disponible à l'export. Alors que les envois étaient en hausse sur 8 mois, ces blocages d'abattoirs et d'unités de transformation ont inversé la tendance.

NOUVELLE-ZÉLANDE : des envois en recul en 2019, malgré une demande chinoise toujours grandissante

Le cheptel ovin néozélandais est resté relativement stable en 2019 (+0,4%) par rapport à 2018, à 27,4M de têtes. C'est la 4^{ème} année consécutive de relative stabilité du cheptel autour de 27,5M de têtes, après plusieurs années de décapitalisation. L'enquête de juin 2019 indique toutefois une légère contraction du nombre du cheptel reproducteur (- 1,1% /2018 à 17M de brebis). Toutefois, l'offre reste réduite puisque la stabilisation des effectifs se fait à de bas niveaux.

La production de viande ovine néozélandaise, inévitablement en baisse en 2019, n'a pas permis comme l'an passé, de faire progresser le débouché export.



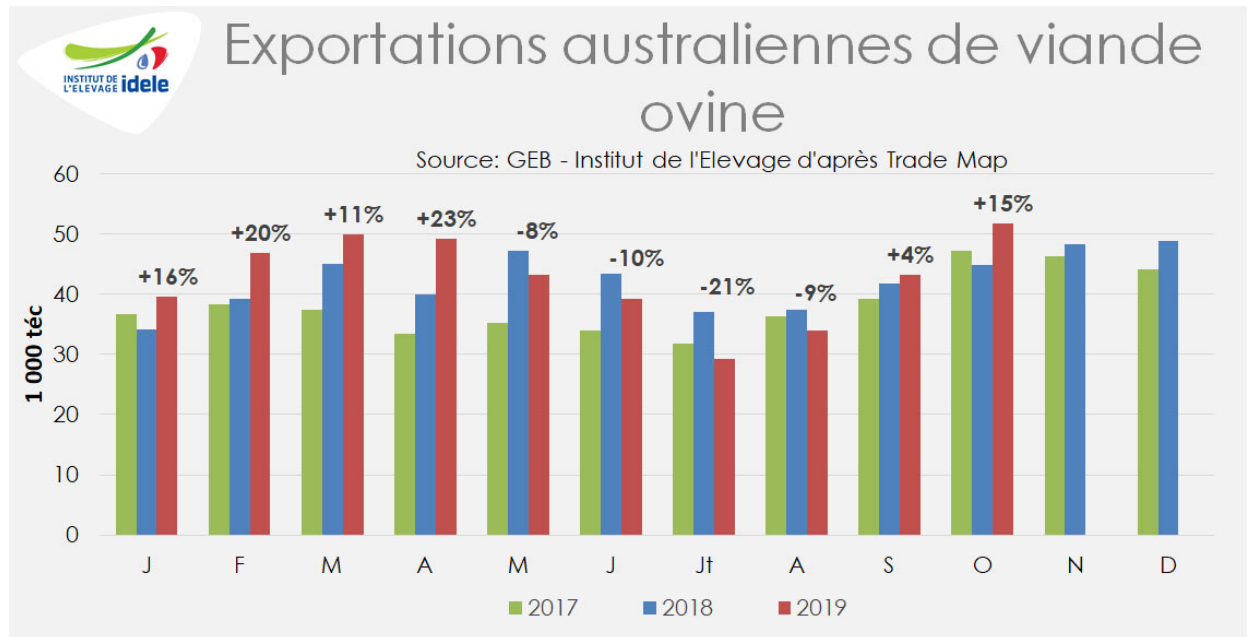
Après deux mois de hausse, les envois néozélandais de viande ovine ont diminué de nouveau en novembre (-3%/2018), portant le cumul sur 11 mois à -4% (soit -18 600 téc), avec une hausse de +16% vers la Chine, aux dépens de l'UE qui perd -19% sur cette même période. Cette tendance va probablement s'accroître en 2020 puisque, face à une Australie de moins en moins en capacité d'exporter, la Nouvelle-Zélande va encore davantage se tourner vers la Chine, au détriment de ses clients européens. La fièvre porcine africaine y sévit encore et il faudra des années pour que ce pays d'Asie de l'Est retrouve ses niveaux de production.

AUSTRALIE : l'élevage ovin pâtit de la sécheresse

L'Australie est touchée depuis plusieurs années déjà par une sécheresse qui impacte sérieusement le secteur agricole, et notamment l'élevage ovin. La baisse appuyée du cheptel ovin en est l'un des marqueurs les plus significatifs : en 20 ans, il a quasiment été divisé par deux, passant de 120M à 66M de têtes.

2019, l'année la plus chaude et la plus sèche de l'histoire de l'Australie, a provoqué de nombreux feux de brousse qui sévissent encore. Face à un cheptel réduit, la production de viande ovine a reculé de - 4%, soit - 25 000 téc, sur 10 mois. Le faible taux d'agnelage, associé à des effectifs amoindris, affecte la production d'agneaux (- 7% /2018 soit - 1,3M têtes sur 10 mois). A l'inverse, les réformes de brebis sont abondantes : les éleveurs tentent d'adapter leur cheptel à de moindres disponibilités alimentaires.

Paradoxalement, on constate une nette hausse des envois de viande ovine : +5% sur 11 mois, d'une année sur l'autre. La forte demande internationale et la faiblesse du dollar australien permettent de maintenir des exportations dynamiques alors même que le disponible diminue et ce, particulièrement vers la Chine (+43%) et les États-Unis (+5%). Dans un tel contexte, le prix de la viande ovine australienne croît considérablement.



Plus d'1/4 des élevages d'ovins se situent dans des zones qui ont été touchées, de façon importante ou partielle, par les incendies. Les principales régions productrices de blé sont vivement atteintes, ce qui induit également un manque d'aliments à venir.

D'un point de vue logistique, les abattoirs semblent encore être en grande partie opérationnels et tous les grands ports pour l'exportation le sont également. Seules quelques infrastructures de transport seraient touchées. Bien que la capacité de transformation des animaux semble inchangée, ces feux dévastateurs auront certainement un impact sur les volumes de production, mais il est encore trop tôt pour établir précisément l'ampleur des dégâts.

Les stocks mobilisés face à la baisse des approvisionnements

Impactés par le repli de la collecte nationale et par l'effondrement des importations, les transformateurs ont dû puiser dans leurs stocks de produits de report caprins. Face à des disponibilités limitées, les fabrications de fromages ont décliné, alors que le marché est dynamique.

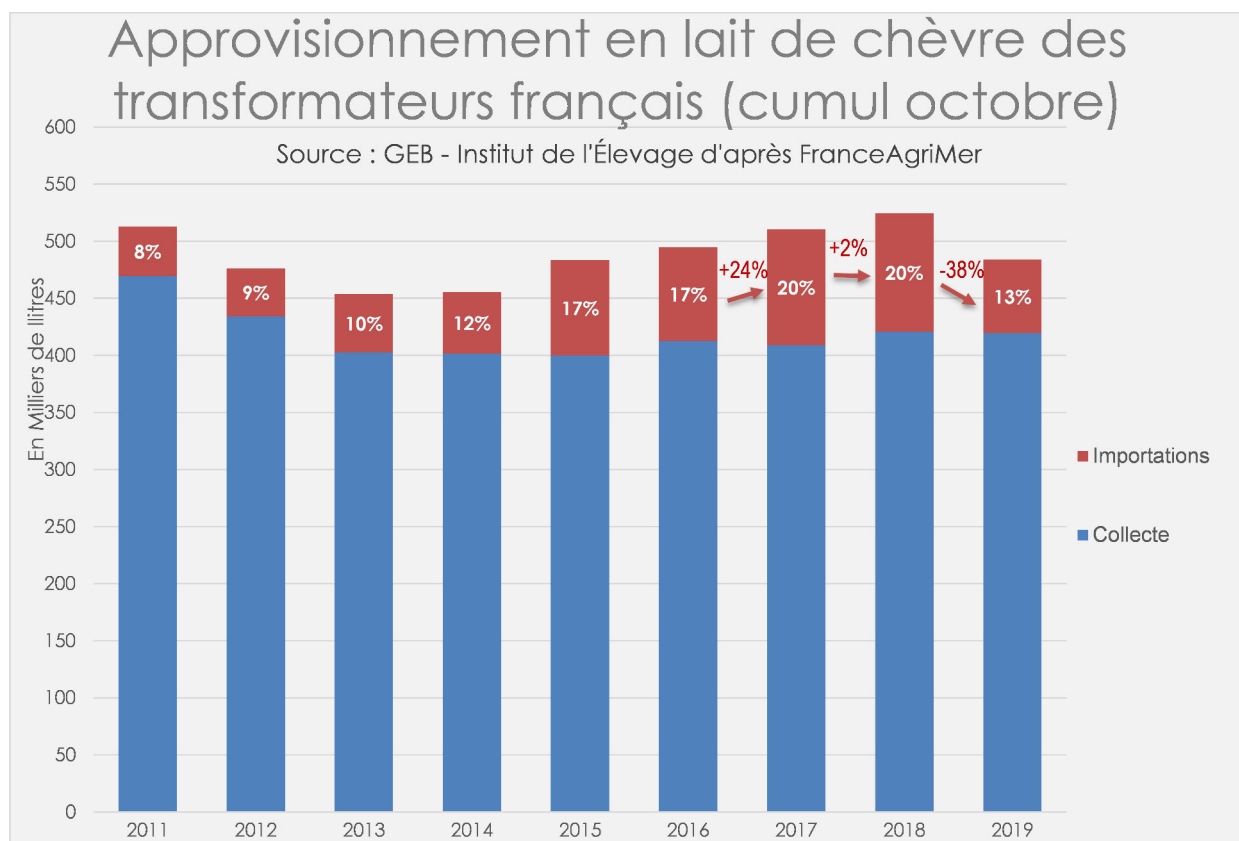
Lait de chèvre et viande » Lait de chèvre - France »

Une année marquée par la baisse des approvisionnements

La baisse de la collecte espagnole a conduit à l'effondrement des importations de lait de chèvre, dans un contexte où la collecte française peine à rattraper les niveaux de 2018. Alors que le marché de fromages de chèvre se redynamise, les transformateurs ont fortement puisé dans les stocks de produits de report.

Bonne tenue des cours en 2019

Fin octobre, les importations affichent un repli 38% par rapport aux niveaux de la même période en 2018, soit 64 millions de litres importés (presque 40 millions de litres en moins !). A noter toutefois que les importations d'octobre ont permis de réduire cet écart, qui s'élevait à 50% en juin. La baisse des importations espagnoles en est largement à l'origine, du fait d'une collecte cumulée, fin octobre 2019, 2,6% inférieure à celle en 2018 (soit 411 millions de litres cumulés). D'ailleurs, les exportations espagnoles ont été davantage vouées à satisfaire la demande croissante du marché chinois de lait de chèvre pour l'alimentation infantile.

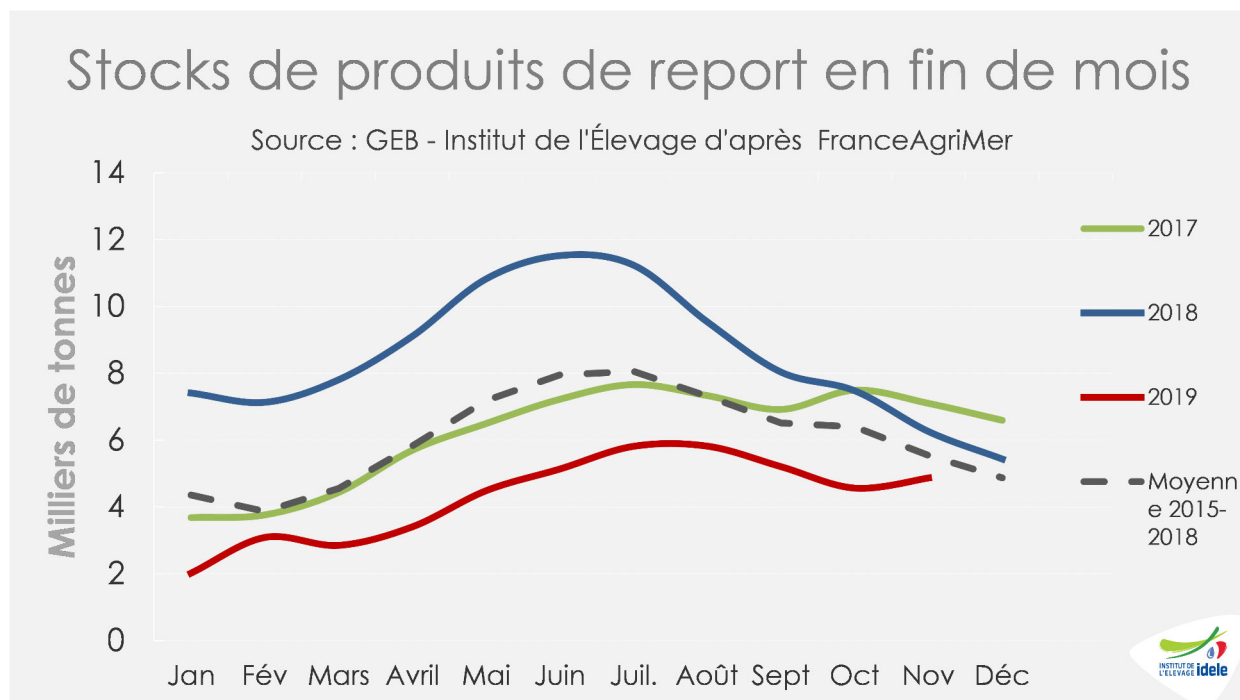


D'un autre côté, fin octobre, la collecte française a lentement rattrapé les niveaux atteints l'année précédente sur la même période, s'établissant à 419 ML sur dix mois. Ainsi, impacté à la fois par le repli de la collecte et par le manque de disponibilités en Espagne, l'approvisionnement en lait de chèvre des transformateurs français (collecte et importations) s'est effondré de 40 millions de litres par rapport à 2018, s'élevant à 484 millions de litres en cumul à octobre, soit -8% /2018.

Après un premier semestre 2019 compliqué (11% de fournitures en moins par rapport au cumul de juin 2018), la tendance semble s'amorcer au deuxième semestre, atténuant l'écart entre 2019 et 2018.

Des stocks réduits ont contenu les fabrications

Dans ce contexte d'approvisionnements tendus, les industriels ont dû puiser dans les stocks pour faire face à une demande croissante (les volumes de fromages de chèvre vendus affichent en effet une belle évolution de +1,7% par rapport à 2018). Ainsi, les stocks de produits de report sont tombés à 4 800 t en octobre, soit 35% de moins qu'en 2018, mais ils ont sensiblement progressé au fil des mois : fin juin, ils atteignaient 5 815 t, soit 50% de moins qu'en juin 2018. Cette progressive reconstitution des stocks s'explique également par la reprise des collectes française et espagnole.



Marché équilibré fin 2019

Face à des disponibilités limitées, les fabrications de fromages de chèvre ont décliné après plusieurs années consécutives de croissance. Ainsi, à presque 84 000 t de fromages, la production cumulée fin octobre se situe 1% en dessous de celle de 2018. Les fabrications de fromages ont été commercialisées prioritairement sur le marché national, au détriment des exportations, selon le panel IRI-CNIEL. Les transformateurs ont réduit les volumes de lait de chèvre conditionné (-5% /2018), probablement en raison de disponibilités faibles et d'une demande peu dynamique. En revanche, les fabrications de yaourts ont été beaucoup plus dynamiques (+13% /2018).

Marchés des grains : rebond des prix durant le dernier trimestre 2019

Alors que les prix des principales matières premières de l'alimentation animale ont évolué selon une tendance baissière sur une large partie de l'année 2019, la dynamique s'est inversée au dernier trimestre (période de post-récolte).

L'issue positive des négociations commerciales entre les États-Unis et la Chine, la réduction des disponibilités chez les exportateurs et des conditions climatiques défavorables dans certains bassins de production ont impulsé la reprise des cotations.

Céréales : le prix du blé au plus haut depuis avril 2019

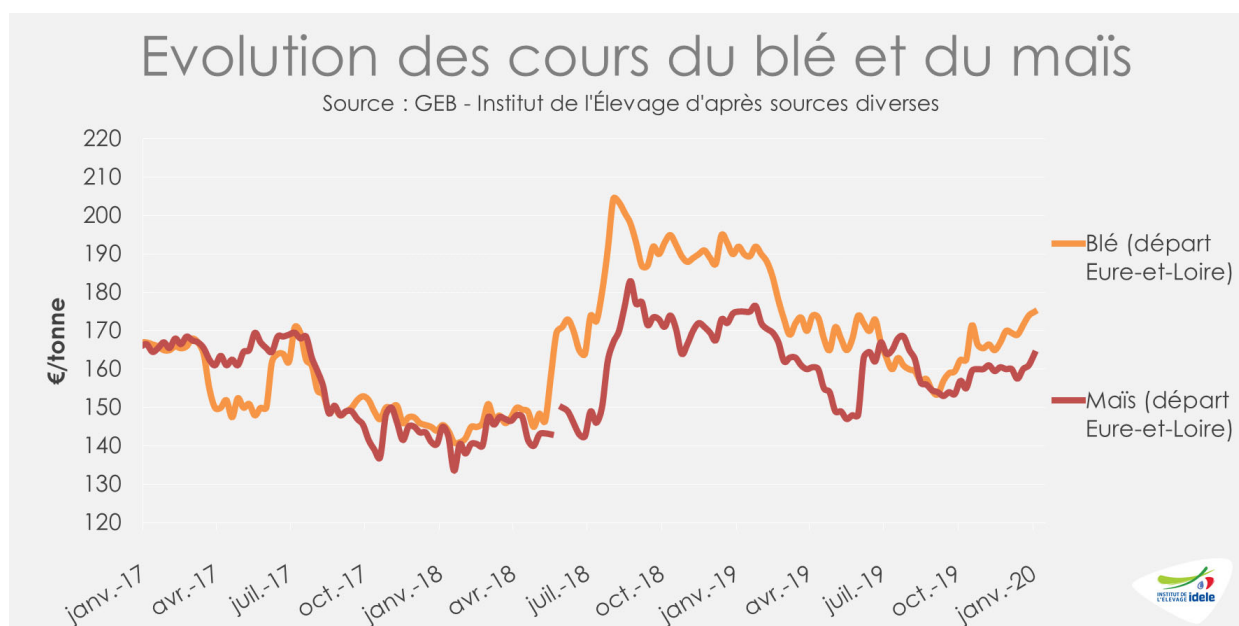
Après avoir touché le niveau le plus bas de l'année 2019 durant le mois de septembre, les cours du blé ont amorcé un rebond (+7,7% entre début octobre et fin décembre). Durant l'automne, le climat plus pluvieux que la normale a perturbé les travaux de semis en France et dans d'autres pays d'Europe de l'Ouest (Royaume-Uni notamment). Cela a contribué à une baisse significative des emblavements 2020 : Agreste estime le recul des surfaces françaises de blé tendre d'hiver à -4,8% / 2019, soit une diminution de 5,6% par rapport à la moyenne des cinq dernières années (2015-2019).

D'autres facteurs ont été porteurs pour les cours du blé. Premièrement, la demande mondiale dynamique induit une réduction des disponibilités exportables en Russie et en Ukraine, deux exportateurs majeurs. Ensuite, la récolte australienne (8^{ème} exportateur mondial) est ressortie encore plus faible qu'attendue en lien avec la sécheresse qui a frappé le pays. Avec environ 16,1 millions de tonnes de blé, il s'agit de la plus faible récolte en Australie depuis 2007/2008. Le pays fournit habituellement le marché asiatique du fait de sa proximité géographique.

Par ailleurs, l'élection du nouveau président en Argentine a également été un élément de soutien sur les marchés des grains. L'exécutif argentin a décidé d'augmenter les taxes à l'export pour les céréales, les oléagineux et les tourteaux afin de générer des recettes pour les caisses de L'État, en proie à la crise. A court terme, cela ne devrait pas pénaliser les exportations puisqu'une part importante des volumes a déjà été contractualisée, mais à moyen terme les revenus des agriculteurs seront impactés négativement par ces mesures. Cela devrait limiter les investissements sur les futures récoltes (engrais, protection des cultures, etc...).

Enfin, annoncée courant décembre, la phase 1 de l'accord commercial entre les États-Unis et la Chine a ravivé les espoirs des exportateurs américains, notamment de blé. La Chine se serait engagée à augmenter ses importations de produits agricoles américains : de 24 milliards de dollars en 2017 (avant le début du conflit) à 40 milliards en 2020. La signature de l'accord devrait avoir lieu courant janvier.

La hausse des cotations sur le marché français du maïs a été moins élevée que celle des cours du blé. Par conséquent, un écart de prix entre les deux céréales s'est creusé au cours du dernier trimestre 2019, permettant au maïs de regagner en intérêt dans les rations animales. Dans d'autres pays européens (Espagne, Pays-Bas...) le maïs est plus attractif pour les formulateurs qu'en France. La compétitivité des origines brésiliennes et ukrainiennes par rapport au maïs local a favorisé l'augmentation des volumes importés. Ainsi, entre juillet à décembre 2019, l'Union européenne a déjà importé plus de 10,2 millions de tonnes de maïs, soit une hausse de 2% par rapport à la même période en 2018, malgré une production européenne supérieure cette année.



Oléagineux : hausse significative du prix du tourteau de colza

A l'instar des céréales, les prix des tourteaux ont rebondi en fin d'année 2019 après avoir passé la majeure partie de l'année sur des niveaux de prix bas. L'accord commercial entre les États-Unis et la Chine devrait permettre au soja américain de reprendre les parts perdues sur le marché chinois durant le conflit. Toutefois, la résolution du différent commercial ne changera pas les besoins de la Chine en soja importé. Ceux-ci sont en effet attendus inférieurs à 2017 en lien avec la crise sanitaire qui touche la filière porcine chinoise. La concurrence entre le soja américain et le soja brésilien devrait tout de même rester de mise au printemps. Les moissons brésiliennes de la campagne 2019/20 qui débiteront en mars prochain devraient battre un nouveau record (125 millions de tonnes) en lien avec les conditions climatiques récentes.

Du côté du colza, face à la faible récolte 2019 en Europe, le manque de disponibilité commence à se faire sentir. Les cours de cette graine oléagineuse ont connu une forte hausse ces derniers mois, pour atteindre environ 415 €/t sur Euronext début janvier. Un niveau de prix qui n'avait pas été atteint depuis mars 2017. Le contexte international sur le marché des huiles végétales est un facteur du soutien pour le prix du colza. L'huile de palme, huile concurrente à l'huile de colza pour l'utilisation alimentaire et la production de biodiesel, a connu une envolée des prix au 4^{ème} sur le marché malaisien (+35% entre début octobre et fin décembre 2019). Parallèlement, l'Union européenne a importé la totalité des disponibilités exportables de colza ukrainien. Elle doit maintenant se tourner vers l'origine canadienne pour approvisionner le marché communautaire, mais pour une offre OGM... Une situation qui sera particulièrement à surveiller pour les filières laitières avec cahier des charges « sans OGM ». Dans ce contexte, les cotations du tourteau de colza ont enregistré une hausse de 14% au 4^{ème} trimestre (marché de Rouen).

Les perspectives pour la récolte 2020 du colza ne montrent pas de détente de la situation à l'échelle de la France. Comme pour le blé, les surfaces semées au titre de la récolte 2020 baissent encore selon Agreste (-27% par rapport à la moyenne 2015-2019). Les conditions sèches au moment des semis (fin d'été), couplées à l'interdiction récente de certains pesticides, ont contribué à une réduction significative de l'assolement de colza français ces dernières années.

